

**FEMMES EN LUTTES
POUR LEURS DROITS
DANS LES PAYS ARABES :
UN CHEMINEMENT LENT MAIS IRRÉVERSIBLE**



Des femmes participent à une manifestation contre le terrorisme et pour des réformes au Maroc, le 8 mai 2011 à Marrakech. © DR

Maroc
Solidarités
Citoyennes

5 €

Décembre 2011

Membre de



SOMMAIRE

Introduction	p. 5
1 - "Résister, c'est un acte universel" Politis n°1153, 18 mai 2011	p. 6
2 - Hommage aux femmes révolutionnaires égyptiennes Pambazuka News, n°183, 27 mars 2011	p. 7
3- Un printemps révolutionnaire et féminin Courrier international n°1079, 7 juillet 2011	p. 10
4 - Femmes dans le monde arabe, de la "révolution silencieuse" à la révolution tout court Dossier www.lcr-lagauche.be , 16 Février 2011 <i>Féminisme impérialiste, islamophobie et révolution égyptienne</i> - Nadine Naber <i>La révolution féministe silencieuse du monde arabe</i> - Gema Martín-Muños <i>Groupe international d'Études et de Réflexion sur la Femme en Islam</i>	p.13 p.15 p.16
5- Libye, celles par qui tout a commencé Le Monde Magazine, 11 novembre 2011	p.17
6- Au Yémen, les femmes imposent leur révolution LeMonde.fr, 18 avril 2011	p.21
7- "Il faut séparer le politique et le religieux" L'Humanité, 21-23 octobre 2011	p.22
8- Les Femmes Du Printemps Arabe : leurs préoccupations sont celles de tout un chacun CGNews, 7 novembre 2011 in www.awid.org/	p.23
9- Le Printemps arabe oublie les femmes LePoint.fr, 26 septembre 2011	p.24
10- Les femmes du Printemps arabe : de la manifestation de rue au Parlement CGNews, 14 juin 2011 in www.infosud.org	p.26
11- Interview de Amal Abdel Hadi, New Woman Foundation, Egypte : "Précipiter le processus de transition en Égypte pourrait nuire aux femmes" FIDH, 9 mars 2011	p.27
12- Le printemps arabe est-il féministe ? Gauchebdo, 10 juin 2011	p.29
13- "La révolution sera féministe ou ne sera pas !" Inprecor N° 573-574, mai-juin 2011	p.30
"Casa Hay Mohamadi, le 2 octobre 2011" - Photos de Souad Guennoun	p.31

INTRODUCTION

"Le printemps arabe" : cette expression reprise partout traduit la force irrésistible de l'espérance qui met en mouvement des peuples restés silencieux des décennies durant, surveillés, encadrés, dans des régimes autoritaires, voire dictatoriaux.

Cette espérance d'un renouveau de la vie a réussi en une saison à éliminer quelques dictatures et à en acculer d'autres dans des impasses politiques prémises de leur chute.

Dans cette ère nouvelle, les opinions publiques du monde occidental s'interrogent, confrontent l'image qu'elles ont de la femme orientale voilée, soumise, silencieuse, parfois exclue de la rue, avec ces femmes innombrables, criant leur colère et leurs espoirs dans les manifestations, côte à côte avec les hommes.

C'est qu'en Europe on n'avait pas pris en considération des décennies d'éducation scolaire, d'insertion de nombreuses femmes dans des secteurs modernes d'activité. Ces facteurs ajoutés à d'autres expliquent que nombreuses sont les femmes des sociétés arabo-musulmanes qui se font une nouvelle représentation de leur vie et elles entraînent d'autres femmes sur le chemin de l'émancipation.

Où en sont-elles aujourd'hui ?

Exposées aux violences répressives comme les hommes, et efficaces comme les hommes, elles estiment qu'elles doivent prendre part aux délibérations, préalables à tout changement de régime.

C'est pourquoi, malgré les résistances masculines, traditionnelles dans les sociétés patriarcales, elles expriment haut et fort leurs revendications, leur proposition pour la construction d'un état de droit, auquel elles auront un accès tout comme les hommes.

Ces revendications d'une société plus juste, plus humaine trouvent leur écho dans les manifestations d'une jeunesse dans le monde qui partage les mêmes aspirations.

"RÉSISTER, C'EST UN ACTE UNIVERSEL !"

Politis n°1153, 18 mai 2011

Radhia Nasraoui, avocate tunisienne, a combattu pendant trente ans la dictature de Ben Ali. Cette figure majeure de l'opposition tunisienne était invitée aux Glières.

Elle doit mesurer à peine plus d'1,60 m. Mais à la tribune, dans le froid glacial du plateau des Glières, elle dégage une force colossale. Radhia Nasraoui « *n'arrête jamais* ». Entre ses activités militantes contre la torture, son métier d'avocate, notamment auprès des « *prisonniers d'opinion* », et les journalistes qui veulent recueillir son point de vue sur la résistance en Tunisie, cette mère de trois enfants avoue ne plus avoir « *de vie personnelle* ». En trente ans de lutte, a-t-elle déjà eu un quelconque répit ? Grèves de la faim, intimidations du régime de Ben Ali, agressions physiques, menaces contre sa famille (elle a épousé le porte-parole du Parti communiste des ouvriers de Tunisie, emprisonné pendant plusieurs mois) scandent la vie de Maître Nasraoui. Une vie de résistante. Qui sait que, malgré la chute du régime de Ben Ali, le chemin vers la démocratie sera encore long et semé d'embûches. Optimiste envers et contre tout, Radhia Nasraoui était une invitée de marque pour cette 5e édition des Glières. Elle a accordé une brève interview à *Politis*.



Politis : Pourquoi êtes-vous venue au rassemblement des Glières cette année ?

Radhia Nasraoui : Je viens parler de la résistance. Cela m'honore beaucoup d'avoir été invitée. D'autant que c'est l'occasion pour moi de rencontrer, pour la troisième fois, le grand Stéphane Hessel. C'est un homme que j'admire beaucoup, d'abord pour son œuvre, parce qu'il a contribué à l'écriture de la Déclaration des droits de l'homme, et aussi parce qu'à son âge il est resté combatif : il continue de suivre les événements partout, de poser les problèmes importants, d'évoquer la mise en place d'une VIe République... Son dynamisme m'impressionne vraiment.

Votre combat en Tunisie a-t-il été inspiré par la résistance française ?

Bien sûr. Et par la résistance partout dans le monde. Dans ce domaine-là, il n'y a pas de frontières, il y a quelque chose d'universel dans l'acte de résister ! Les résistants, ce sont des gens qui refusent de se soumettre, qui n'acceptent pas l'humiliation, non seulement la leur, mais celle des populations auxquelles ils appartiennent. Le rassemblement des Glières est un es-

pace pour que les résistants d'époques et de pays différents puissent se rencontrer et échanger. Il faut multiplier les lieux comme celui-ci, qui galvanisent les luttes et qui redonnent de l'espoir. Regardez en Tunisie : qui pouvait croire, il y a encore quelques mois, que Ben Ali pourrait un jour quitter le pouvoir ? C'était inimaginable ! Et pourtant le miracle a eu lieu. Cela montre, une fois encore, que l'arbitraire, la corruption, la soumission d'un peuple ne peuvent pas durer. Au bout d'un moment, le peuple n'a plus rien à perdre et finit par se révolter.

Comment abordez-vous les élections à venir en Tunisie ?

Aujourd'hui, rien n'est clair, ni la date des élections, ni les partis qui seront en lice. Ce qui est clair, hélas, c'est que les mêmes hommes continuent d'avoir les mêmes pratiques ! La police et la justice n'ont pas changé. Comme sous Ben Ali, les agressions, la torture, les arrestations arbitraires, les freins qui nous empêchent de nous réunir continuent. Je constate que, malgré le départ de Ben Ali et de sa famille, beaucoup de collaborateurs du régime et de complices de la dictature sont encore là. Quelques-uns ont été emprisonnés, mais pas suffisamment.

Cela vous rend-il pessimiste pour la suite ?

Non, car je suis d'une nature résolument optimiste ! Il y a aujourd'hui une contre-révolution à laquelle on pouvait s'attendre. La peur, qui avait disparu un temps du pays, est revenue. Les Tunisiens s'inquiètent du retour d'agissements qu'ils avaient cru pouvoir oublier. En réalité, la lutte ne fait que commencer.

Propos recueillis par Pauline Graulle

"HOMMAGE AUX FEMMES RÉVOLUTIONNAIRES ÉGYPTIENNES"

Horace Campbell

27 mars 2011, Numéro 183

<http://pambazuka.org/fr/category/comment/72050>



Horace Campbell met en lumière le rôle déterminant des militantes lors des protestations en Égypte qui ont conduit à la chute de Moubarak et de son régime. Parmi elles, Asmaa. Une femme qui a joué un rôle crucial dans la mobilisation et les rassemblements sur la place Tahrir. Comme il y en a d'autres qui « ont transmis leur passion et ont été l'inspiration de la révolution ».

Lorsque le mouvement révolutionnaire en Afrique du Nord a fait irruption sur la scène internationale au début janvier 2011, le monde a été exposé à de nouvelles forces dans la politique internationale. Cette force a été nourrie par l'énergie et la puissance des femmes de la base et de la jeunesse africaine. Nous voulons saisir l'occasion de la commémoration de la Journée Internationale de la femme pour rendre hommage aux femmes qui ont pris la direction de cette révolution qui est toujours en cours.

Il nous importe de saluer des femmes comme Amal Sharaf et Asmaa Mahfouz du « Avril 6 Movement » en Egypte, qui ont fait montre d'un leadership exemplaire en défiant le très redouté régime de Moubarak. Ces femmes appartiennent à une nouvelle génération de révolutionnaires qui luttent pour faire passer le pouvoir des mains du patriarcat et des capitalistes à celles des travailleuses et des travailleurs. Les peuples africains dans le monde entier ont célébré la Journée Internationale de la femme, même si lors de son lancement, les peuples d'origines africaines étaient marginalisés par la mouvance dominante. Nous saluons ces femmes égyptiennes ainsi que ces femmes qui demandent que plutôt que tuer on prenne soin de la vie.

Le Tunisien Mohammed Bouazizi est entré dans les annales des révolutionnaires martyrs lorsqu'il s'est sacrifié afin de rallier la jeunesse pour qu'elle se soulève et qu'elle lutte. L'exemple tunisien a donné confiance aux jeunes dans toute l'Afrique et au Moyen Orient. Mais c'est le leadership hors du commun des femmes égyptiennes, en particulier Asmaa Mahfouz, dont il est question dans ces lignes.

Asmaa Mahfouz est une jeune révolutionnaire et un des membres fondateur du « April6 Youth

Movement ». Ce mouvement a été fondé en 2008 par de jeunes révolutionnaires égyptiens, y compris Ahmed Taher et Amal Sharaf, afin de soutenir les travailleurs de la cité industrielle de El-Mahalla qui s'étaient mis en grève et demandaient de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires et protestaient contre l'augmentation des prix. Le mouvement a fait usage de nouveaux media sociaux, ont amené de nouvelles idées concernant la politique d'inclusion ainsi que de nouvelles idées sur l'organisation des lignes de front de la politique égyptienne.

Surtout issus de la classe des gens éduqués de la génération de Facebook, ce groupe d'hommes et de femmes a lutté pour traduire le militantisme 'on-line' en une véritable mobilisation d'humains qui défendent leurs droits. Esam Al-Amin, dans sa brillante analyse des implications de la révolution égyptienne, a écrit que cette manifestation s'est poursuivie, chaque jour amenant une innovation. Elle a commencé avec la jeunesse éduquée provenant de la classe moyenne et des classes aisées. Ils ont bientôt été rejoints par les opprimés et les pauvres sans éducation. En quelques jours la protestation a pris de l'ampleur pour inclure des juges, des avocats, des médecins, des ingénieurs, des journalistes, des artistes, des fonctionnaires, des ouvriers, des paysans et des journaliers, des étudiants, des entrepreneurs, les chômeurs et les laisser pour compte".

Lors d'un voyage récent au Kenya, dans un entretien avec des militants de la base de Bunge la Wananchi, je les ai vivement encouragés à étudier attentivement les leçons du processus égyptien, en particulier les tactiques et stratégies de cette lutte révolutionnaire. Je leur ai recommandé de lire les écrits de Esam Al Amin qui, avec cohérence, a explicité pour le monde la leçon unique de la révolution égyptienne. Sa plus récente

contribution, « When Egypt's revolution was at the crossroads », met de nouveau en lumière la simple mais claire exigence de ceux qui ont transformé une insurrection en une révolution populaire. Il a clairement reconnu que "la transformation d'une protestation en une insurrection, en une révolution populaire, est remarquable. Mais qu'au final le triomphe de la révolution n'était pas inévitable. A divers instants de ces dix-huit journées capitales, la révolution aurait pu avorter ou prendre une complètement autre tournure."

Il est maintenant internationalement reconnu qu'Asmaa Mahfouz a joué un rôle crucial, non seulement dans le cadre April 6 Movement mais aussi du fait de sa propre initiative, en postant le 18 janvier, sur YouTube, la vidéo historique appelant les Egyptiens à venir sur la Place Tahrir le 25 janvier 2011. Dans son exposé sur les douze moments décisifs qui ont joué un rôle crucial en maintenant le momentum de la révolution, la fermeté d'Asmaa, son courage et ses initiatives ont démontré au monde la nouvelle politique qui est née dans ce moment révolutionnaire.

Avant que d'enregistrer sa vidéo inspiratrice, Asmaa s'était rendue sur la Place Tahrir en soldat solitaire, elle avait houspillé les gens pour n'avoir pas le courage de sortir en masse pour la rejoindre sur la Place. Elle implorait les jeunes de ne pas s'immoler par le feu mais de se lever pour combattre le régime. Dans cet appel elle disait notamment : " J'ai posté cela, moi, une fille. J'étais sur la Place Tahrir et je serai là de nouveau, toute seule. Je tiendrai l'étendard et peut être que les gens se comporteront de façon honorable. J'ai même écrit mon numéro, pour que les gens viennent avec moi. Personne n'est venu, hormis trois gars ! Trois gars et trois voitures blindées avec la police anti-émeute ! Et des dizaines de voyous payés et des officiers sont venus nous terroriser "

Asmaa défiait les Egyptiens pour qu'ils extraient leur honneur et leur dignité des mains d'un gouvernement brutal et corrompu qui a gouverné le pays d'une main de fer, imposé l'état d'urgence pendant plus de trois décennies. Elle a imploré ses compatriotes pour qu'ils viennent sur la Place Tahrir le 25 janvier afin de renouer avec leur futur et leur dignité.

"Je produis cette vidéo pour vous envoyer un message simple. Nous voulons que vous descendiez sur la Place Tahrir le 25 janvier. S'il nous reste un peu d'honneur et si nous voulons vivre

dans la dignité nous devons descendre sur la Place Tahrir le 25 janvier. Nous descendrons et nous exigerons le respect de nos droits, de nos droits humains fondamentaux.

« Je descendrai sur la Place Tahrir le 25 janvier et désormais je vais chaque jour distribuer des tracts dans la rue. Je ne m'immolerais pas. Si les forces de sécurité veulent me bouter le feu qu'elles viennent et qu'elles le fassent. Si vous estimez être un homme alors rejoignez-moi le 25 janvier ».

C'est entré dans l'histoire que l'appel de cette jeune femme a propulsé le mouvement révolutionnaire qui a fait tomber le régime en Egypte. Al Amin a bien reconnu dans son analyse le leadership des femmes comme Asmaa Mahfouz, lorsqu'il notait que l'Egypte est " principalement une société patriarcale, qui n'a guère l'habitude de voir des femmes, surtout des jeunes femmes, à la tête d'un groupe ou d'une organisation, particulièrement un mouvement politique." Des femmes comme Asmaa Mahfouz ne sont pas uniques en Afrique et tout au long de la révolution populaire, Nawal El Saadawy et d'autres vétérans pour la liberté ont contribué par leur expérience de la lutte contre les dictatures, l'exclusion des femmes, etc. Asmaa avait bien conscience de l'orientation patriarcale de sa société et des limites que ce modèle imposait à la libération lorsqu'elle affirmait :

"Que celui qui dit que les femmes ne devraient pas descendre dans la rue parce qu'elles vont se faire battre, qu'il se montre honorable et viril et vienne avec moi le 25 janvier... Rester à la maison et suivre les événements lors des infos ou sur Facebook conduira à notre humiliation, à ma propre humiliation....

« Si vous êtes un homme d'honneur et digne, venez ! Venez et protégez-moi, ainsi que d'autres filles qui protestent. Si vous restez à la maison alors vous méritez tout ce qu'on vous fait. Et vous serez coupables devant votre nation et vos gens. Et vous serez responsable de ce qui nous arrive à nous qui sommes dans la rue si vous restez à la maison. Descendez dans la rue, envoyez des SMS, postez-les sur le Net, réveillez les gens.

« Ne dites jamais qu'il n'y a pas d'espoir. L'espoir ne disparaît que si vous dites qu'il n'y en a pas. Aussi longtemps que vous descendrez avec nous, il y aura de l'espoir. N'ayez pas peur du

gouvernement. Ne craignez personne hormis Dieu !

« Ne croyez pas que vous pourrez encore être en sécurité ! Personne d'entre nous n'est en sécurité. Descendez avec nous et exigez vos droits, mes droits, ceux de votre famille

Je descendrai dans la rue le 25 janvier et je dirais 'Non' à la corruption, 'non' à ce régime" Asmaa n'a pas seulement été le détonateur de la protestation égyptienne. Avec d'autres femmes elles ont joué un rôle crucial aux moments décisifs, ce qui a permis la victoire du peuple. Elles ont payé un lourd tribut à la révolution et représentent environ 10% des morts de la première semaine. Les femmes ont donné leur temps, ont transmis leur passion et ont été l'inspiration de la révolution.

Amal Sharaf est une autre organisatrice clé des manifestations égyptiennes. Elle enseigne l'anglais et a été une des co-fondatrices de « April 6 Youth Movement ». Elle souligne avoir deux filles : sa fille biologique âgée de 10 ans et « April 6 Youth Movement ». Dans un entretien, il a été révélé que, âgée de 36 ans, elle avait travaillé jour et nuit avec son équipe de dix personnes depuis une 'salle de contrôle' au Caire, afin de s'assurer que les manifestations seront pacifiques et constantes. Amal a été arrêtée avec ses collègues lors d'une descente des forces de sécurité dans leurs locaux.

Le patriarcat a traditionnellement opprimé les femmes. Il s'ensuit que le rôle des femmes dans des révolutions passées n'est mentionné que dans les notes de bas de pages. Comme dans la révolution égyptienne, les femmes ont souvent été en première ligne lors de la libération de nombreuses sociétés, des entraves du colonialisme et toutes les formes d'oppression. Pour se faire ensuite opprimer par les hommes dans les sociétés supposées libérées.

[...]

En Égypte, les contours du mouvement révolutionnaire reflètent un haut niveau de planification, de ténacité, d'organisation et d'inclusion qui transcende les questions de genre et de religion. Mais les gains de la révolution semblent menacés par une contre-révolution qui exacerbe les différences religieuses et qui semble vouloir refuser aux femmes les gains de la reconstruction post-Moubarak. Selon Al Jazeera, il y a " des craintes légitimes que la condition des femmes égyptiennes retournent à la "normale".

Il y a plusieurs exemples dans l'histoire des soulèvements qui montrent que les femmes peuvent être utilisées pendant la révolution, pour qu'on leur dise ensuite 'merci bien. Vous pouvez rentrer chez vous.' Les révolutionnaires devront affronter la contre-révolution comme les femmes ont dû faire face au sexisme et harcèlement sur "la place de la libération", lors de la Journée Internationale de la Femme. Ces expériences montrent qu'en réalité les luttes révolutionnaires sont de longue haleine et que les femmes révolutionnaires doivent continuer à présider aux échelons supérieurs de la révolution qu'elles ont occupés avant et pendant les dix-huit jours qui ont secoué le monde.

Dans tout le monde panafricain, la lutte pour les droits reproductifs conjointement avec la lutte pour une reconnaissance des droits fondamentaux a une fois de plus propulsé les femmes sur les devants de la scène de la lutte pour la libération africaine. Je tiens à rendre hommage à toutes les femmes de toute l'Afrique qui sont aux premières lignes dans le combat pour la paix et la justice. Elles portent le flambeau historique qui illuminera l'humanité et fera reculer toutes les formes d'oppression et de masculinité déformée.

* Horace Campbell est un enseignant et un écrivain. Visitez son site : www.horacecampbell.net
Texte traduit de l'anglais par Elisabeth Nyffenegger



Les femmes égyptiennes, ici sur la place Al-Tahrir n'hésitent pas à descendre dans la rue pour revendiquer l'égalité.

www.hebdo.ch/les_femmes_de_la_revolution_85063_.html

UN PRINTEMPS RÉVOLUTIONNAIRE ET FÉMININ

Courrier international n°1079, 7 juillet 2011

De la Tunisie au Yémen, les femmes ont eu un rôle décisif dans la vague de soulèvements qui a touché la région. Toutefois, le combat pour leurs droits est encore loin d'être terminé.

07.07.2011 | *The Guardian*

Femmes manifestant contre le gouvernement à Sana'a - Yémen

Photograph: Ammar Awad/Reuters ►



Dans une petite chambre de Benghazi, de jeunes hommes et femmes travaillent à l'élaboration d'un journal d'opposition. "Le rôle de la femme en Libye", annonce l'un des titres. Et l'on peut lire : "Elle est musulmane, mère de famille, soldat, manifestante, journaliste, bénévole, citoyenne." Les femmes arabes peuvent se vanter d'avoir été tout cela à la fois, et bien plus, durant ces mois d'agitation qui ont secoué les pays arabes. Parmi les images les plus frappantes de cette période de révolte, il y a celles montrant des femmes vêtues de noir et en colère, des mers de visages féminins dans les capitales des pays du Maghreb, de la péninsule Arabique et de l'arrière-pays syrien. Elles ont manifesté pour un changement de régime, pour en finir avec la répression, pour qu'on relâche leurs proches. On les a également vues prononcer des discours lors de rassemblements, s'occuper des blessés, nourrir les manifestants qui occupaient Le Caire et Manama, ainsi que l'armée qui s'est improvisée dans l'est de la Libye.

Du Yémen à la Tunisie, en Égypte, en Libye, à Bahreïn et en Syrie, une chose est claire : après s'être organisées, après avoir manifesté, incité à la lutte, écrit des blogs, fait des grèves de la faim et parfois été tuées, les femmes arabes ont à peine progressé vers une plus grande égalité des sexes. Les femmes ont beau avoir soutenu le printemps arabe, reste toujours à voir si le printemps arabe soutiendra les femmes. Dès les premières grognes, en Tunisie, au tournant de cette année, il est devenu évident que l'image désormais désuète de la femme arabe servile, soumise et souvent cloîtrée à la maison allait devoir être corrigée. De l'élite des femmes tunisiennes instruites devenues docteurs, avocates et professeures d'université à l'immense multitude de femmes diplômées mais sans emploi, toutes ont joué un rôle clé dans le soulèvement déclencheur du printemps arabe. Au Caire, elles n'ont pas seulement grossi les rangs des manifestants, elles ont aussi contribué à transformer

un moment sur la place Tahrir en véritable mouvement. Elles ont participé à la distribution d'aliments, de couvertures, elles ont apporté de l'aide médicale et contribué à l'organisation des tribunes. Au Yémen, c'est une jeune femme, Tawakul Karman, qui a mené les premières protestations, sur le campus d'une université, contre le long règne d'Ali Abdullah Saleh. Karman s'est fait connaître comme une des leaders de la révolution qui bat toujours son plein dans le pays.

A Bahreïn, des femmes ont fait partie de la première vague des opposants qui ont occupé – certaines avec leurs enfants – la place de la Perle, dans la capitale du royaume, pour réclamer le changement. Plus tard, le mouvement bahreïni a trouvé un leader de prestige en la personne de Zainab Al-Khawaja, la femme qui a entamé une grève de la faim après les violences subies par son père, son mari et son beau-frère et leur arrestation. "Les femmes ont joué un rôle extrêmement décisif cette fois-ci et ont risqué leur vie", souligne Nabeel Rajab, président du Centre pour les droits de l'homme de Bahreïn. "Elles se sont occupées des blessés dans la rue et les ont soignés chez elles, car elles avaient peur de les emmener à l'hôpital."

En Libye, des mères, des sœurs et des veuves étaient également en première ligne : après le massacre de prisonniers dans une prison en 1996, elles ont manifesté [les 15 et 16 février, donnant l'élan à la révolte du 17 février] devant le palais de justice de Benghazi pour protester contre l'arrestation de leur avocat. Mouna Sahli, enseignante de littérature à l'université Garyounis de Benghazi, dont le beau-frère est mort dans la tuerie qui a eu lieu dans la prison, témoigne : "Quelqu'un m'a donné une pancarte. Je n'étais même pas sûre de ce que je devais en faire, car je n'avais jamais rien fait de tel auparavant. J'en ai même oublié de cacher mon visage pour ne pas être reconnue." En Syrie, des centaines de femmes sont sorties dans les rues de

Baniyas pour dénoncer les détentions arbitraires de beaucoup d'hommes. Au Yémen, lorsque le président Saleh a critiqué la mixité des manifestations en affirmant que ça allait à l'encontre de l'islam, des milliers de femmes sont sorties dans la rue pour lui montrer qu'il avait tort.

Durant la révolution tunisienne, les femmes ont également été victimes de la répression policière. Dans les zones rurales autour de Kasserine, certaines ont même été violées par la police après les manifestations. De nombreux viols ont également été enregistrés en Égypte en plein tumulte, dont notamment celui d'une journaliste sud-africaine de la chaîne américaine CBS. Une autre affaire a provoqué des remous à Tripoli, où une femme, Iman Al-Obeidi, a révélé s'être fait violer par une quinzaine de militants pro-Kadhafi. A Bahreïn, de nombreuses femmes ont été arrêtées, dont au moins neuf médecins et quatre infirmières. Au Yémen, Tawakul Karman a été détenue durant quarante-huit heures pour avoir commis l'outrage de conduire seule la nuit, ce qui était une "humiliation" pour les soldats qui l'ont arrêtée. Cependant, dans certains cas, les femmes ont pu protester avec une certaine impunité, voire tirer un avantage de leur statut. "Depuis le début, la police antiémeute s'est montrée extrêmement brutale, mais les femmes ont tenu bon et continué d'agiter leurs drapeaux devant eux", a commenté Maryam Al-Khawaja, militante des droits de l'homme à Bahreïn.

Agressées physiquement

En Syrie, le contraire s'est produit : les femmes ont battu en retraite face aux violences. Le 16 mars, une manifestation non violente dirigée contre le ministère de l'Intérieur et organisée par les familles des prisonniers de Damas a abouti à des arrestations et à des agressions physiques, n'épargnant ni les femmes ni les enfants. "J'ai été frappée plusieurs fois, mais j'ai réussi à m'en sortir", a témoigné la fille d'un éminent prisonnier politique qui a tenu à ne pas dévoiler son identité. A Damas, une autre jeune femme, sous couvert d'anonymat, a confié : "Depuis le début il y a eu des tirs, et les hommes avaient peur que leurs mères et leurs sœurs ne soient blessées. Certaines femmes craignaient aussi pour leur propre vie." Elle a ajouté que la plupart des mouvements de protestation sont partis des mosquées, lieux encore majoritairement masculins. "De nombreuses femmes plus jeunes sortent dans les rues, notamment lors des mouvements de contestation universitaires, mais je pense que certaines d'entre elles n'ont pas conscience du rôle crucial de leur participation."

Mais toutes les femmes ne sont pas en faveur d'un changement de régime. Des femmes yémé-

nites ont bruyamment manifesté pour apporter leur soutien au président Saleh. Dans l'ouest de la Libye, des femmes ont déclaré leur loyauté envers Muammar Kadhafi, le "guide de la révolution". Lors des rassemblements, elles le saluent par des slogans, des chants et des youyous, et sont généralement séparées des sympathisants masculins.

En avril, on a pu voir des centaines de ses sympathisantes réunies devant le palais du colonel Kadhafi, tard le soir, pour s'ériger en boucliers humains. Bien maquillées sous leur foulard, on aurait dit qu'elles étaient de sortie en ville – ce qui, d'une certaine manière, n'était pas tout à fait faux. Lors de l'apparition de la fille de Kadhafi, Aïcha, 34 ans, sur le balcon d'un immeuble criblé de balles, venue s'adresser à la foule, elles se sont déchaînées. Aïcha est une icône aux yeux de beaucoup de jeunes femmes libyennes : elle est chic, elle a le sens des affaires, elle est blonde et elle a un penchant pour les vêtements de créateurs. On la surnomme la Claudia Schiffer de la Libye.

Aïcha, seule fille sur les sept enfants de Muammar Kadhafi, est la femme la plus en vue du pays. Le gouvernement libyen compte également une femme à la tête du ministère chargé de la femme, de la famille et de l'enfance, mais c'est l'exception qui confirme la règle. Une seule femme fait partie du bataillon de fonctionnaires chargés de s'occuper des médias étrangers. Certaines femmes se sont engagées dans l'armée, mais n'ont pas le droit de combattre. Le "guide" Kadhafi est lui-même connu pour entretenir une garde personnelle constituée de plusieurs femmes. Comme c'est le cas dans de nombreux pays arabes, les femmes libyennes de la classe moyenne ont généralement fait des études supérieures et sont très présentes dans les professions de la médecine et du droit. Néanmoins, leurs sœurs plus pauvres sont réduites à être cloîtrées chez elles et soumises.

Il n'a pas été question d'égalité des sexes pendant le printemps arabe. Toutes les femmes des pays impliqués vous le diront, même si bon nombre d'entre elles craignent que tous les risques qu'elles ont pris ne soient pas récompensés et que les hommes, bien contents de voir les femmes manifester pour la liberté, ne le soient plus autant lorsqu'il s'agira de voir celles-ci siéger au Parlement ou participer au gouvernement et aux conseils d'administration des entreprises. Une manifestante égyptienne a même dit à Catherine Ashton, la haute représentante de l'UE pour les -Affaires étrangères, qui s'est rendue récemment sur la place Tahrir, au Caire : "Les hommes étaient bien contents que je sois là pour réclamer le départ d'Hosni Moubarak.

Mais, maintenant qu'il est parti, ils veulent juste que je rentre chez moi."

Lorsque la nouvelle Constitution a été adoptée, en mars, rien n'a été mentionné concernant l'égalité des sexes. Rebecca Chiao, fondatrice de l'association pour les droits des femmes Harassmap, estime qu'il existe déjà une réaction violente contre l'égalité hommes-femmes. "Une campagne de propagande est actuellement menée contre nous. Ils affirment que ce n'est pas le moment de défendre les droits de la femme, et c'est ce qui m'inquiète." D'après le lobby féministe tunisien, le véritable combat commence maintenant, avec l'apaisement de la révolution. Parmi les jeunes diplômés et sans emploi – dont les revendications ont servi d'étincelle pour embraser le pays –, les deux tiers sont des femmes. L'inégalité des salaires et des lois sur l'héritage, qui favorisent les fils, est toujours aussi scandaleuse. Toutefois, la première bataille portera sur les femmes au sein de la politique. Au début du mois d'avril, la commission chargée de réformer le paysage électoral de la Tunisie pour les prochaines élections a voté en faveur d'une parité hommes-femmes de 50 % sur les listes électorales. L'un des principaux partis d'opposition, le Parti démocrate progressiste (PDP), de gauche, compte déjà une femme à sa tête, la biologiste féministe Maya Jribi. Ses militants espèrent que d'autres suivront le mouvement.

Propagande stratégique

Leila Hamrouni, professeure dans un lycée d'une banlieue pauvre de Tunis, sera probablement candidate pour le parti Ettajdid. "Nous devons absolument nous battre pour obtenir la parité aux prochaines élections, car je crains qu'elle ne soit pas appliquée correctement. Les plus petits partis affirment qu'en principe l'idée est excellente, mais que dans la pratique il n'y a pas assez de femmes 'com-pétentes'. C'est n'importe quoi ! Même dans les zones rurales, on peut trouver des femmes qui sont avocates, professeures ou docteurs. Sous Ben Ali, le régime comptait beaucoup trop d'hommes qui étaient loin d'être brillants. Pourtant, dès qu'on aborde le sujet des femmes dans la politique, tout le monde parle de compétences. Ben Ali s'est servi de la question des droits des femmes pour être bien vu du monde occidental, alors qu'il ne cessait de porter atteinte aux libertés et tournait le dos à la démocratie. Certains hommes pourraient désormais nous dire : 'Regardez ce que vous avez. Qu'est-ce que vous voulez de plus ?' Et il est difficile -d'expliquer que, derrière toute cette propagande stratégique, nous avons encore beaucoup de raisons de nous battre." Khadija Cherif, sociologue et professeure d'université, est membre de l'influente Association

tunisienne des femmes démocrates et siège à la commission qui rédige actuellement la loi électorale. Environ 20 % des membres de la commission sont des femmes. "Les femmes ont joué un rôle crucial, pas seulement au moment de la révolution, mais déjà des années auparavant, en soutenant les mineurs en grève ou en organisant l'occupation d'usines de textile. La reconnaissance de leur rôle doit désormais se faire par l'égalité des sexes dans le monde de la politique." L'une des inquiétudes de la gauche laïque, c'est que le retour au pouvoir des partis islamistes risquerait d'entraver de nouveau les droits des femmes en Tunisie. Le parti islamiste Ennahda, qui avait été interdit [dans les années 1990], assure de son côté qu'il n'a pas l'intention de restreindre les droits des femmes.

Ailleurs, pourtant, les femmes sont catégoriques : dans cette révolution, il était question de changements de régime, pas de revendications féministes. "Durant ce soulèvement, hommes et femmes réclamaient les mêmes choses", estime Mervet El-Zouki, une habitante de Benghazi. "Nous voulons pouvoir dire ce que nous pensons, être nous-mêmes, être des Libyens. Nous demandons la liberté sur tous les points : psychologique, social, économique. Nous voulons une histoire qui finit bien, en nous débarrassant de cette famille de fous qui contrôlait tout ce que nous faisons." Bahraini Noor Jilal ajoute : "Les femmes ne protestent pas pour leurs propres droits, mais pour ceux de tous."

Néanmoins, Faizah Soulimani, 29 ans, leader durant les soulèvements au Yémen, laisse entendre que, bien que les femmes n'en appellent pas à l'égalité des sexes dans le pays, elles ont toutefois été prises beaucoup plus au sérieux par les hommes grâce à leur participation impressionnante dans les mouvements de contestation. "Nos revendications sont à peu près les mêmes que celles des hommes, souligne-t-elle. A commencer par la liberté, l'égalité dans la citoyenneté et un rôle plus important des femmes dans la société. Les femmes ont pu toucher un brin de liberté sur la place du Changement, où elles ont été accueillies mieux que jamais auparavant. Leurs compagnons masculins dans cette lutte pour la liberté ont étonnamment bien reçu leur contribution au mouvement. Et pour la première fois ils les ont laissées libres d'être et de dire ce qu'elles voulaient."

*Xan Rice in Benghazi,
Katherine Marsh in Damascus, Tom Finn in
Sana'a, Harriet Sherwood in Tripoli, Angélique
Chrisafis and Robert Booth*

Dossier : Femmes dans le monde arabe, de la "révolution silencieuse" à la révolution tout court Par [Nadine Naber, Gema Martín-Muños, Asma Lamrabet](#) le Mercredi, 16 Février 2011

http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com_content&view=article&Itemid=53&id=1966

FÉMINISME IMPÉRIALISTE, ISLAMOPHOBIE ET RÉVOLUTION ÉGYPTIENNE

Nadine Naber, 7 février 2011

Les femmes de la place Tahrir sont de tous âges et catégories sociales. Leur lutte ne peut pas être expliquée à travers une vision qui réduit les femmes arabes à des victimes passives de la culture ou de la religion islamique. Elles sont les participantes actives d'une lutte populaire contre la pauvreté, la corruption de l'État, les élections manipulées, la répression, la torture et la brutalité policière. Elles mènent



les manifestations, soignent les blessés, participent aux contrôles d'identité des voyous partisans de l'État. Elles ont aidé à mettre en place des boucliers humains pour protéger le Musée Égyptien d'Antiquités, le siège de la Ligue des pays arabes, et d'autres. Elles ont aidé à organiser les comités de vigilance entre voisins pour surveiller les propriétés publiques et privées. Elles se battent contre la dictature parmi des millions de personnes, qu'aucune secte ni parti politique ne dirigent, unies autour d'un slogan : en finir avec ce régime.

Master Mimz, une chanteuse engagée de Grande-Bretagne l'exprime bien dans les paroles de sa chanson "*Back Down Mubarak...where she states*": "D'abord, donne moi un job. Puis, arrête de parler de mon foulard" [1]

Pour tout qui s'inquiète de l'oppression des femmes Arabes, les femmes de cette révolution ont en effet souffert. La professeur Noha Radwan a été attaquée, battue presque à mort par les bandits de Moubarak. [2] Plusieurs femmes font partie des martyrs (qui sont maintenant plus de 300), comme Amira, tuée par un officier de police; Liza Mohamed Hasan, renversée par une voiture de police; Sally Zahran, frappée à la tête par les brutes de Mubarak et qui est rentrée se reposer chez elle sans plus jamais se réveiller. [3] Depuis que les manifestations ont expulsé la police du centre du Caire, plusieurs femmes ont fait ce genre de

déclaration: "C'est la première fois que je ne suis pas agressée au Caire". La police égyptienne est en effet connue pour ses agressions sexuelles et sa violence machiste.

Plusieurs femmes égyptiennes sont aussi au front de la bataille des idées. Elles se battent contre la télévision d'État ou dénoncent les contradictions entre les discours et les pratiques des États-unis sur la démocratie. Alors que le régime de Mubarak payait des bandits pour pourchasser les manifestants pacifiques, les poignarder et les tuer, beaucoup de femmes se sont indignées de l'injonction d'Obama et Clinton: "les deux camps doivent réfréner leur violence." Le travail d'Aida Seif Al Dawla, militante des droits humains qui dirige le Nadeem Center pour la réhabilitation psychologique des victimes de la violence et de la torture, comme le travail de beaucoup de féministes égyptiennes et d'activistes des droits humains contre la violence d'État, mettent à nu les relations impérialistes des États-unis avec le régime de Mubarak. [4]

Donc, plutôt que demander "Où sont les femmes?", il faudrait demander: "Pourquoi la plupart des discours publics américains présentent la révolution à travers une logique islamophobe ?" et "Pourquoi les médias dominants ont concentré la majorité de leurs images sur les hommes égyptiens?". [...]

Si l'Égypte entre dans une période de démocratisation, nous devons alors nous demander aussi si les voix des femmes de Tahrir vont rester à l'avant-plan. Quelles sont les possibilités d'une démocratisation des droits en Égypte, de tous les droits, parmi lesquels les droits des femmes, la législation familiale, le droit de s'organiser, de manifester et de liberté d'expression resteront centraux? Et quelles sont les possibilités d'une solidarité internationale avec les femmes égyptiennes et le peuple égyptien alors que la guerre des idées empêche de voir les femmes Arabes ou Musulmanes comme des êtres humains et comme actrices légitimes de leur propres discours, gouvernements et destinées?

Il est de plus en plus clair que cette révolution est beaucoup plus qu'un conflit entre l'État égyptien et les acteurs non-étatiques. Les droits des femmes égyptiennes, comme les droits de tous les égyptiens, sont empêtrés dans les relations entre les États-unis, Israël, l'Égypte, la Jordanie, le Koweït, et d'autres régimes répressifs de la région et au-delà. C'est seulement en prenant la mesure sérieuse de ces forces locales et impérialistes

que nous pouvons commencer à comprendre l'oppression que des millions d'Égyptien-ne-s sont déterminé-e-s à abattre. Le peuple de Tahrir et tou-te-s les manifestant-e-s d'Égypte ont parlé et ont dit "Nous ne voulons pas trahir le sang de nos martyrs. Nous n'abandonnerons pas tant que Moubarak ne tombe pas".

Il reste à voir à quoi la période de transition ressemblera mais une chose est désormais claire: elle doit être dirigée par le peuple d'Égypte. Et, tandis que le mouvement égyptien pour la paix et la démocratie continue, les mouvements sociaux états-uniens (féministes, antiguerre et au-delà) vont-ils oublier le passé impérialiste et le sang des martyrs Égyptien-ne-s? Ou vont-ils tenir les États-unis et Israël responsables de complicité avec la dictature et les trente années de répression en Égypte ?

Nadine Naber a préparé ce texte comme intervention publique à l'Université du Michigan, Ann Arbor, le 7 février 2011. Paru dans « Jadaliyya », 4 février 2011 : <http://www.jadaliyya.com/>. Traduction française par Céline Caudron pour le site www.lcr-la gauche.be

[1] <http://www.youtube.com>

[2] <http://www.democracynow.org>

[3] <https://spreadsheets.google.com>

[4] <http://www.alnadeem.org/> Aujourd'hui, le peuple de la révolution est indignés par les États-unis, leur fidélité à Mubarak puis l'actuel soutien d'Obama au vice-président Omar Suleiman, sans aucune discussion à propos de son rôle quant à la torture en Égypte et au programme américain de "traduction-pour-torturer". Les dirigeants États-Uniens ont qualifié Suleiman d'homme distingué et respecté. Ils emploient ces termes pour décrire le coordinateur de cet extraordinaire programme de la CIA, une procédure extrajudiciaire à travers laquelle les présumés terroristes sont illégalement transférés vers des pays comme l'Égypte, connus pour leur usage de la torture pendant les interrogatoires. Par exemple, le Pakistanais Habib a été transféré par la CIA à Omar Suleiman en Égypte où il a été à plusieurs reprises torturé avec de l'électricité à haute tension, immergé dans l'eau jusqu'aux narines, battu, où on lui a cassé les doigts, et où on l'a pendu sur des crochets en métal. Après que les hommes de Suleiman aient extirpé les "aveux" de Habib, il a été retransféré aux États-unis, où son témoignage a permis son éventuel emprisonnement à Guantanamo. La politique états-unienne soutient structurellement la torture et les violences en Égypte. Comme le souligne l'experte médiatique américano-égyptienne Mona Tehawy : la "stabilité" des États-unis part à l'assaut de l'expansion de la liberté et de la dignité du peuple de mon pays ou de n'importe lequel pays. Bien sûr, une Égypte démocratique serait bénéfique pour les femmes. Le gouvernement a récemment adopté une loi restreignant le travail des organisations de la société civile, pour la plupart dirigées par des femmes. Le régime est responsable de violations répétées des droits humains, dont des formes intenses d'agressions et violences contre les femmes, à propos desquelles beaucoup d'organisations, comme Nazra for Feminist Studies ou le Centre Égyptien pour les Droits des Femmes sont bien documentées. <http://www.globalfundforwomen.org>



Casablanca - Maroc, Place Nevada, dimanche 24 juillet 2011
Photo Souad Guennoun

LA RÉVOLUTION FÉMINISTE SILENCIEUSE DU MONDE ARABE

Gema Martín-Muños, 27 décembre 2010

Les sociétés arabes sont souvent perçues par les étrangers comme rigides et résistantes au changement, parce qu'ils ne les voient que par leurs régimes dirigeants, lesquels résistent effectivement au développement et au changement. Mais cette image est loin d'être conforme à la réalité des pays arabes où un énorme dynamisme génère de nombreux types de changements, même si à des vitesses différentes et de manière complexe et contradictoire - particulièrement lorsque le changement initié par la base est bridé par le haut de la pyramide.

Prenons le cas des femmes arabes. L'image prédominante est celle d'une femme-victime, passive, exotique, voilée, qui réagit aux événements plus qu'elle n'y participe activement. Elle est un objet impersonnel de stéréotypes communautaires nourrissant des préjugés culturels.

En réalité, les sociétés arabes sont engagées dans un processus de bouleversement immense et irréversible dans lequel les femmes jouent un rôle crucial. Au cours du demi-siècle écoulé, l'intense urbanisation et la féminisation de la main d'œuvre dans l'ensemble des pays arabes ont massivement propulsé les femmes au cœur de l'arène publique.

Pendant cette période, les différences entre les niveaux de scolarisation des garçons et des filles se sont partout réduites - bien qu'à des rythmes différents. Dans de nombreux pays arabes, en effet, bien plus de filles que de garçons poursuivent leurs études dans le secondaire et à l'université, ce qui montre que les parents considèrent l'éducation de leurs filles comme étant aussi importante que celle de leurs garçons. Et toutes les enquêtes montrent que les jeunes hommes et femmes veulent étudier et trouver un travail avant de se marier. (Ils veulent en outre de plus en plus choisir eux-mêmes leur partenaire.)

Dans le même temps, l'évolution démographique ainsi que les facteurs sociaux et économiques affectant l'éducation et le travail imposent de profonds changements au modèle traditionnel de la famille arabe. Les mariages plus tardifs et la baisse de la fertilité - résultant d'une plus large utilisation de la contraception artificielle - réduisent la taille de la famille, la rapprochant du modèle occidental de la "famille nucléaire". La région du Maghreb est peut-être en tête de cette tendance, mais le phénomène est observable partout dans le monde arabe, même dans les États les plus conservateurs.

Ce nouveau modèle familial a tant gagné en force qu'il s'impose même en milieu rural où le déclin de l'économie agraire s'accompagne d'une forte ten-

dance vers des familles plus petites. Cette évolution se fait à des rythmes différents d'un pays à l'autre du monde arabe mais se constate simultanément dans les villes et dans les campagnes.

Sans surprise, ces changements ont conduit à une redistribution du pouvoir entre les aînés et les jeunes - et entre les hommes et les femmes. Nous constatons aujourd'hui un affaiblissement progressif du patriarcat, renforcé par le glissement de la famille traditionnelle vers une famille plus nucléaire.

Bien sûr, ces changements ne sont pas en totale rupture avec le passé. Tout changement est le reflet de compromis locaux avec la tradition et avec les lois patriarcales, et des différents degrés d'ajustements entre les modes de vie anciens et nouveaux. L'évolution est cependant notablement plus faible et plus complexe dans des pays comme la Palestine et l'Irak, compte tenu des graves conflits qu'ils endurent.

Les dynamiques du changement dans les sociétés arabes s'accompagnent rarement de changements dans le système politique. La plupart des États résistent à l'idée de transférer les processus de transformation sociale dans leur cadre juridique. Ils craignent, à raison, qu'élargir les libertés et développer l'autonomie individuelle à l'intérieur de la famille - et donc affaiblir l'autorité patriarcale - pourrait entraîner une remise en question de la base idéologique du pouvoir de l'État par l'opinion publique.

En conséquence, les gouvernements invoquent un peu partout les normes religieuses, et, dans une moindre mesure, les références à la tradition, de manière à légitimer la perpétuation de la loi patriarcale. "Le féminisme d'État" relève généralement plus d'une rhétorique ou d'un symbolisme politique, visant principalement à projeter une image progressive à l'international, que d'un réel moteur de changement. Il ne fait aucun doute, cependant, que les autorités politiques de la région, pas moins que les familles elles-mêmes, seront obligées d'admettre les inconsistances du modèle traditionnel lorsqu'il est question de l'évolution de la condition de la femme. Ce changement en affectera beaucoup d'autres, et devra être analysé tant d'une perspective arabe, que d'une perspective extérieure.

Cela est particulièrement nécessaire parce que la situation des femmes est l'un des principaux indices utilisés par le monde extérieur, et particulièrement par l'Occident, pour évaluer le monde arabe. Et, malheureusement, de telles analyses tendent à se concentrer sur l'immobilisme supposé dérivant

des normes islamiques et empêche de constater les réels changements qui se déroulent.

En effet, la vision prédominante que les étrangers ont des sociétés arabes les empêche souvent de se libérer de leur sentiment quant au fait que l'Islam confine toutes les femmes de la même manière, alors qu'en réalité elles vivent des conditions très différentes. Cela empêche beaucoup de gens de voir, et encore plus d'évaluer, les profonds changements qui sont en cours dans les sociétés arabes - et jusqu'à quel point les fem-

mes sont les forces motrices de ces changements. L'Occident risque donc de se priver d'une importante clé pour comprendre le monde arabe d'aujourd'hui, et ce qu'il sera demain.

Gema Martín-Muños, Directrice de la Casa Árabe et professeure en sociologie du monde arabe et islamique à l'Université autonome de Madrid. Opinion publiée dans La Libre Belgique, 27 décembre 2010

GRUPE INTERNACIONAL D'ETUDES ET DE RÉFLEXION SUR LA FEMME EN ISLAM : VISION, OBJECTIFS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La création de ce groupe [le GIERFI] est motivée par le besoin urgent d'un discours alternatif capable de pallier aux lacunes d'un discours islamique officiel sur la femme, très réducteur, infantilisant et trop souvent vidé de son essence.

Notre réalité actuelle en tant que femmes musulmanes vivant au Sud ou en Occident, subissant respectivement sexisme, discrimination et racisme, nous incite à ne plus nous taire devant les innombrables questions théologiques et juridiques pour lesquelles on nous propose des solutions complètement décalées par rapport à notre quotidien de femmes vivant au 21^e siècle. [...]

Notre vision globale s'inscrit dans un cadre conceptuel incluant quatre dimensions à savoir : spirituelle, solidaire, postcoloniale et humaniste.

1- La dimension spirituelle est celle d'un réformisme musulman qui aspire à s'engager dans une réforme de transformation positive à même de dépasser la réforme d'adaptation proposée jusqu'à présent.

Elle s'inscrit donc de l'intérieur de l'islam et revendique des droits et des libertés au nom d'un référentiel islamique débarrassé des lectures politiques et socioculturelles qui se sont accumulées tout au long des siècles de décadence islamique. Il s'agit donc de revendiquer une lecture de libération de la femme, telle qu'elle a été exprimée dans l'élan spirituel initial du message de l'islam, tout en s'inscrivant dans le processus de contextualisation et d'évolution permis par l'Ijtihad [1], source incontournable du processus de revivification de la pensée islamique. C'est à travers cette dimension essentielle que l'on pourra offrir aux musulmanes, en quête de sens, l'opportunité d'être des femmes libérées des traditions culturelles discriminatoires qui ont intériorisé l'idéologie de l'infériorité féminine déguisée, entre autres, en image idéalisée de la femme comme épouse et mère parfaite. À cet égard, il faudra souligner ici le fait que notre vision est celle qui concilie les va-

leurs familiales avec les valeurs féminines sans réduire inéluctablement la femme à des fonctions de subordination. Le fait que le rôle de la femme dans la famille soit associé à des contraintes injustifiées légitimées par le patriarcat ne signifie pas qu'il faudrait nier son attachement à la famille et à sa stabilité. On peut revendiquer le droit à l'épanouissement féminin personnel avec un attachement aux valeurs familiales tout en contestant l'assignation des rôles traditionnellement inéquitables au sein de la vie conjugale.

2- La dimension solidaire s'insère dans le cadre du mouvement global des femmes qui luttent contre leur discrimination et dans le but légitime d'améliorer leurs conditions socioculturelles. Dans ce sens, notre groupe s'inscrit, en termes de revendication de droits, dans un « Féminisme universel pluriel ». Nous assumons en tant que femmes musulmanes la dénomination « féministe » dans son approche pluraliste et ce, malgré la forte connotation négative qu'elle véhicule chez la majorité des musulmans et dans les pays du Sud en général, mais également dans certaines sphères sociales occidentales [2]. Nous soulignons l'importance de cette identification à un mouvement féministe pluriel selon des valeurs et principes véritablement universels, de droit, d'égalité et de lutte contre l'oppression des femmes sans pour autant que cela nous oblige à être dépendantes ou otages d'un modèle de référence unique, ni à accepter une quelconque allégeance à des intérêts politiques ou à un agenda politique particuliers.

3- La dimension post-coloniale [3] est celle d'un vécu historique post-colonial qui est celui des femmes du Sud en général et dont une grande frange est représentée par les femmes musulmanes. Un certain discours féministe occidental et universitaire, ouvertement ethnocentrique [4], perçoit les femmes du Sud comme leur propre « faire-valoir », autrement dit, comme des sujets passifs de leur

histoire qu'il faut étudier, analyser, suspecter et qui n'ont jamais le droit à la parole car les féministes occidentales sont là pour porter leurs voix [5]. Ce féminisme hégémonique occidental présente l'expérience des femmes blanches et occidentales comme LA norme universelle. C'est une vision où s'imbriquent de façon insidieuse l'impérialisme et le racisme et qui en dit long sur la logique d'esprit civilisateur et de la vision néocolonialiste orientaliste qui la sous-tend. C'est donc pour cela qu'au sein du GIERFI nous soutenons l'esprit qui anime le féminisme post-colonial et qui envisage la création de possibles résistances féminines, autonomes et différentes de celles conçues par la pensée féministe dominante. Autrement dit, une résistance et une lutte qui s'expriment à partir de notre propre expérience, de nos spécificités, de notre histoire et qui, par la force des choses, restent imbriquées à l'expérience du colonialisme, du racisme et de la discrimination fondée sur la classe sociale et les interprétations religieuses.

4- La dimension humaniste est celle qui nous anime en tant que femmes partageant le même destin au sein de cette diversité humaine. Notre vision spirituelle rejoint l'esprit humaniste qui lutte, au nom des valeurs universelles, contre toutes les injustices et les exactions des droits

humains. Les femmes musulmanes, comme les hommes, souffrent dans la majorité des pays musulmans d'un déficit flagrant en démocratie et en libertés individuelles. De surcroît, elles subissent, à l'instar des autres femmes aussi bien au Sud que dans le Nord, l'oppression d'une mondialisation néolibérale qui a exacerbé la pauvreté, la précarité et la surexploitation des femmes du fait du déséquilibre socioéconomique structurel inhérent aux économies du Nord comme du Sud. Nous sommes aussi conscientes que la majorité des problèmes des femmes dans les sociétés patriarcales sont dus à l'exploitation du temps, du travail et de la sexualité de la femme qui représente une composante cruciale au processus d'enrichissement néolibéral. [...]

Notre groupe, en tant que groupe de femmes musulmanes venant de différents horizons culturels et sociaux et liées par des valeurs spirituelles communes, aspire à tout cela non pas comme une utopie mais comme un espoir pour des lendemains moins hostiles et plus sereins à vivre pour nos enfants et pour l'humanité toute entière...

**Asma Lamrabet, Présidente du GIERFI,
Septembre 2008**

[1] Ijtihad : effort intellectuel réalisé en vue de formuler un avis juridique dans le cas où les sources de référence restent silencieuses.

[2] De très nombreuses femmes, particulièrement musulmanes, ne s'identifient pas avec le féminisme du fait de sa connotation occidentalisation et surtout parce que certains mouvements féministes ont développé une attitude hostile envers les hommes et la notion de famille en général. Or il ne faut pas confondre modèles et principes, et considérer tout le mouvement féministe comme homogène alors qu'il est profondément hétéroclite. Ceci dit, plusieurs femmes farouchement opposées à la dénomination féministe en utilisent néanmoins les analyses et les stratégies.

[3] Le féminisme post-colonial est une entité qui regroupe toutes les entités marginalisées par un féminisme occidental ethnocentrique et dominant, à savoir : le féminisme noir, africain, latino-américain, autochtone-indigène et le féminisme arabe avec son corollaire le féminisme musulman.

[4] C'est ce qui résulte d'une étude faite par des chercheuses suisses en études du genre de l'université de Lausanne, où elles démontrent que c'est le racisme qui a conduit à développer une vision ethnocentrique de l'émancipation des femmes, comme si seules les féministes occidentales détenaient la bonne définition de l'émancipation et les moyens d'y parvenir ; dans www.lecourrier.ch, par Corinne Aublanc.

[5] Selon la féministe canadienne Denise Couture : « le féminisme occidental a pour défi de déconstruire son propre pli colonialiste et parmi les manières de l'aborder, il y a celui que les féministes anglo-saxonnes appellent la mise en œuvre d'une politique de la localisation qui consiste à apprendre à parler pour soi-même et à cesser de parler pour les autres ».

Casablanca, Place Nevada,
dimanche 24 juillet 2011

"Le sit-in-festival du mouvement du 20 février [Maroc] a été encerclé par une importante armada des forces répressives et des bandes de casseurs. Sans son, nous étions des milliers à tenir la place, les slogans et panneaux pour faire entendre haut et fort : nous continuons"

Photo Souad Guennoun



LIBYE, CELLES PAR QUI TOUT A COMMENCÉ

Annick Cojean / Photos Kate Brooks

Le Monde Magazine, 11 novembre 2011

www.lemonde.fr/m/article/2011/11/11/libye-celles-par-qui-tout-a-commence_1601650_1575563.html

Reportage – Rencontre avec des femmes qui ont largement contribué à la chute de Kadhafi et qui sont déterminées à diriger la nouvelle Libye.



◀ Nelufer Elbadri est née en Égypte, de parents opposants à Kadhafi, et a grandi au Royaume-Uni. Revenue en Libye il y a trois ans, cette jeune analyste financière a d'emblée créé la cellule de résistance Renaissance.

ELLLES LÈVENT LA TÊTE. Elles haussent le ton. Elles n'ont plus peur. Elles connaissent leur force. Le tyran disparu, elles ne risquent plus rien, du moins veulent-elles le croire. Et elles se sentent des ailes, prêtes à toutes les audaces. On ne les arrêtera plus. Malheur à qui les humiliera. Elles ne l'accepteront pas. Elles ont gagné leur titre de combattantes. Pas un homme qui ne sait ce que la Libye leur doit.

Ils paradent, bien sûr. Et dans les défilés spectaculaires de véhicules revenus du front, il n'y en a que pour eux, qui saluent, se congratulent, exhibent leurs armes, et tirent vers le ciel de dangereuses rafales de kalachnikovs. Discrètes sur les bas-côtés, souvent enfouies sous des voiles noirs, elles applaudissent, elles remercient, brandissant les photos des hommes de leur famille tués par les balles de Kadhafi. Mais quand on les interroge, elles ont toutes la même réflexion, le même regard intense et parfois douloureux : jamais la révolution libyenne n'aurait été possible sans le formidable engagement des femmes. Corps et âme.

Alors quelle déception, le 23 octobre, jour de proclamation officielle de la libération du pays ! La Libye tout entière avait les yeux braqués sur Benghazi, première ville à s'être libérée du joug de Kadhafi. Et l'on attendait du président du Conseil national de transition (CNT), Moustapha Abdeljalil, un discours historique pour balayer l'ère Kadhafi, rassembler tous les Libyens et fonder les bases de la nouvelle démocratie. Des dizaines de milliers de personnes avaient fait le déplacement pour assister à la cérémonie. Et des milliers d'écrans rassemblaient dans tout le pays des familles bouleversées par l'importance de l'événement. Le cœur de la Libye battait à Benghazi,

chacun retenait son souffle. Et les femmes, sans le dire, attendaient un signe, un geste, peut-être même un hommage. Or ce fut un fiasco.

Pas un mot sur leur apport à la révolution. Pas une allusion au rôle qu'elles devraient jouer dans la nouvelle Libye. Ah, si ! Une mention aux mères, soeurs ou filles des combattants magnifiques à qui la patrie devait tant. Et puis l'annonce que, pour respecter la loi de la charia, désormais référence suprême en matière de droit, la polygamie ne serait plus entravée par l'obligation faite aux hommes - instaurée par Kadhafi - de demander à leur première femme l'autorisation d'en épouser une seconde. Une gifle pour les femmes attentives qui, depuis le début de la cérémonie, tentaient en vain de distinguer une silhouette féminine dans les tribunes officielles où se pavanait une foule d'hommes en costume-cravate, si fiers d'incarner la relève. Était-ce donc cela, la nouvelle Libye ? [...]



Elles sont les premières à descendre dans la rue pour réclamer le départ de Kadhafi.

VOILÀ POUR L'ORIGINE. ENSUITE CE FUT LA GUERRE. Les hommes ont pris les armes et les femmes, exclues d'emblée du combat - "*Je bouillais de ne pouvoir aller me battre au front*", nous ont déclaré plusieurs d'entre elles avec fougue -, se sont trouvé d'autres missions. Il fallait bien nourrir, habiller, soigner les rebelles. Il fallait surtout les encourager à partir. "*Un homme ne peut aller à la guerre, selon la religion, que s'il a l'autorisation de sa mère*, nous explique une femme de Gharyan. *Croyez bien qu'ils l'ont eue ! C'est moi-même qui ai grand ouvert la porte à mes deux fils en leur disant : qu'attendez-vous ? Allez vous battre ! C'est un ordre et un devoir !*" Partout, elles ont cuisiné comme des folles, organisant des sortes de brigades capables de livrer près du front des tonnes de nourriture. Elles ont collecté de l'argent, des vêtements et des médicaments. Les femmes de Misrata, réputées fort aisées, insistent pour dire qu'elles ont vendu leur or, des kilos d'or (notamment leurs grandes parures de mariage) et même leurs alliances pour équiper les rebelles. "*Elles étaient enragées, prêtes à prendre les risques les plus fous*, commente Fatma Ghandour, chargée de cours à l'université de Tripoli et animatrice d'une émission de radio, "*Paroles de liberté*", sur la station publique. *Comme le tyran, pervers et sadique, avait visé les femmes, elles le visaient à leur tour.*" Et à Tripoli, maintenue jusqu'au 20 août sous la férule des forces de Kadhafi, elles ont rivalisé d'initiatives et d'imagination. [...]

BAUTAINA GHINNEWA, QUI TRAVAILLAIT DANS UNE COMPAGNIE ALLEMANDE, a fait passer des armes d'un quartier à l'autre. "*Les voitures des hommes étaient systématiquement arrêtées, pas celles conduites par des femmes. En tout cas, pas au début. Personne ne nous imaginait capables d'un tel trafic !*" Dans sa chambre, elle rassemblait les films enregistrés par les téléphones portables de rebelles sur les pires exactions commises par les sbires de Kadhafi et elle gravait des DVD, des milliers de DVD, qui étaient distribués en ville et dans le reste du pays pour inciter les pro-Kadhafi à basculer dans l'opposition. "*C'était des films horribles, à vous empêcher de dormir.*" Un réseau de femmes se les répartissait, avec drapeaux, affiches, CD de chants révolutionnaires, en s'inventant au téléphone - forcément sur écoute - des prétextes pour se retrouver : un anniversaire, une fête d'enfants...

Née dans une famille d'opposants de longue date, d'emblée sur le pied de guerre pour préparer l'insurrection de Tripoli, Nelufer Elbadri a elle aussi créé un groupe secret appelé "Renaissance". Des femmes s'y retrouvaient, qui apportaient chacune des compétences mais restaient discrètes sur les autres réseaux auxquels elles appartenaient. Mieux valait en savoir le minimum si l'on était arrêtée et torturée. Nelufer, donc, faisait surtout de l'espionnage. Elle tentait de savoir où étaient incarcérés les prisonniers politiques, qui était pro-Kadhafi, qui était "retournable", qui stockait des armes. "*Des dizaines de soldats nous ont signalé vouloir faire défection et on les a persuadés de rester dans l'armée. On aurait besoin d'eux le jour du grand sursaut du Tripoli.*" [...]



Fatma Ghandour, chargée de cours à l'université de Tripoli et animatrice d'une émission de radio

LES HISTOIRES S'ENCHAÎNENT, MULTIPLES, INOUÏES. Une coiffeuse faisait des livraisons de balles dans sa boîte à rouleaux. Une psychologue renseignait l'OTAN, via un cousin au QG des rebelles, pour affiner ses frappes aériennes. Une ingénieure surveillait les batteries aériennes installées à l'extérieur de la ville de Zaouïa et communiquait par code avec son oncle, membre du CNT. Des infirmières et des médecins ont fait sortir des hôpitaux - y compris celui dirigé par la fille adoptive de Kadhafi - des tonnes de médicaments utiles aux combattants. [...]

Alors maintenant ? Plus rien ne peut être comme avant. C'est impossible. La participation des femmes à la révolution a été si massive qu'elles ont contribué à lui donner légitimité et fondement et qu'elles entendent bien, aujourd'hui, en recueillir les fruits en termes de liberté, d'expression, de représentation. "*Ce moment est*

crucial, confirme Alaa Mourabit, étudiante en médecine de 22 ans, élevée au Canada par des parents dissidents mais revenue en Libye il y a six ans. *C'est comme après les guerres mondiales. Les femmes ont affronté la peur, les risques, les responsabilités. En l'absence des hommes, elles ont dû sortir des maisons dans lesquelles elles sont souvent confinées et elles ont pris goût à devenir des membres actifs de la société. Alors fini d'être traitées comme citoyens de seconde classe ! On a des droits. Et on va se faire entendre !*"

[...]

La politique. Les femmes savent bien que leur émancipation passera par là. Il suffit de faire un petit tour sur Facebook pour constater l'abondance de groupes féminins, la vivacité de leurs discussions sur l'avenir des Libyennes, leur volonté de se coordonner au plus vite. Oui, elles sont pleines d'espoir. Et non, elles ne sont pas sereines car elles savent que le temps presse. Elles se regroupent en réseaux, professionnels, amicaux, régionaux. Les petites cellules clandestines formées pendant la révolution se transforment en ONG au service des femmes, des enfants, des blessés, de la réconciliation. Elles suppléent quantité de services défailants et un cruel manque d'initiatives du CNT. Et cette présence sur le terrain pourrait bien se transformer en lobby politique. Au grand dam de l'état-major en place, exclusivement masculin !

Et cela l'inquiète, Naima Gebril, la juge de Benghazi. Une fois de plus, dit-elle, les hommes se pressent pour avoir les plus hauts postes, assurés que, dans l'ombre, des femmes compétentes feront tourner leur ministère ou leur administration. *"Eh bien, nous disons non ! Les femmes doivent être en position de gouverner pour construire la nouvelle Libye."* Un comité de 350 personnalités "éclairées" s'est créé, en juin, pour soutenir la promotion des femmes et a rédigé une déclaration solennelle exigeant 30 % au moins de femmes dans l'instance qui rédigera la Constitution, 30 % dans le gouvernement, le Parlement et toutes les assemblées élues. *"Nous voulons des femmes ministres, ambassadrices, directrices de banque, d'entreprise publique et d'administration. Elles apportent un autre regard et, au moins, elles n'auront pas trempé dans le système Kadhafi !"*

CHERCHEZ LES FEMMES... C'est devenu un mot d'ordre pour les organisations féminines, qui s'efforcent de recenser, dans tout le pays et même la diaspora, les femmes en position d'exercer des responsabilités. Farida Allaghi, qui rentre d'un exil de quarante ans, établit même

une banque de données *"afin que le prochain gouvernement ne prenne pas le prétexte du vide pour ne pas nommer de femmes"*. Savez-vous, dit-elle, que la Libye a le plus grand pourcentage de femmes juristes dans le monde arabe ? Comment pourrait-on se priver de l'expertise d'une avocate comme Azza Maghour pour rédiger la Constitution ? Comment oserait-on parler de démocratie en éclipsant plus de la moitié de la population ? *"La charia ? Allons ! Ce n'est pas le texte qui pose problème, mais l'interprétation machiste qui en est toujours faite. C'est pour ça qu'il faut des femmes au pouvoir. Et nous en avons suffisamment d'exceptionnelles pour ne pas laisser ce pays entre les mains des hommes !"* Une pause. Et un sourire navré. *"On a vu les dégâts..."*



Hommes et femmes, jeunes et vieux, tous les Libyens ont aujourd'hui à coeur de porter les couleurs du drapeau de la révolution.

AU YÉMEN, LES FEMMES IMPOSENT LEUR RÉVOLUTION

<http://printempsarabe.blog.lemonde.fr/2011/04/18/au-yemen-les-femmes-imposent-leur-revolution/>

18 avril 2011



"Nous n'allons pas rester silencieuses !" Descendues par milliers samedi et dimanche dans les rues de Sanaa, Aden et Taez, les femmes yéménites ont réagi au discours du président Ali Abdallah Saleh avec véhémence. A la hauteur du "deshonneur" qu'ont suscité les propos qu'il a tenus vendredi 15 avril, lorsqu'il a dénoncé la "mixité illégale entre sexes" lors des manifestations anti-régime. Des dizaines de manifestantes anti-régime ont d'ailleurs décidé de porter plainte pour "diffamation" et "calomnie" contre le président Saleh et les instigateurs de campagnes médiatiques dans lesquelles elles ont été dépeintes comme des "débauchées".

Pour la blogueuse [Woman from Yemen](#), la sortie du président Saleh n'est rien d'autre qu'"une nouvelle tactique politique pour tenter d'étouffer les manifestations pour le changement". D'autant que la majorité des manifestantes a, pudeur oblige, défilé dans les rues, drapées de leurs longs voiles noirs. Son discours pourrait bien être un appel aux salafistes afin de "gagner leur soutien ou éventuellement de les retourner contre les manifestants", estime la blogueuse qui note que ces derniers avaient autorisé la mixité dans les manifestations "pour le bien de la révolution". Pour les spécialistes de l'Islam du [blog Tabsir](#), "ce dernier stratagème rhétorique est un nouveau signe de son départ imminent (...). Quand votre opposition est composée des principaux partis islamiques du pays, suggérer que ces derniers se comportent de façon 'peu islamique' ne risque pas de s'avérer très convaincant. Le principal parti religieux, Al-Islah (...) bénéficie d'un large soutien parmi les femmes yéménites".

Toutefois, son discours n'a pas été sans incidence : au cours des derniers jours, des extrémistes islamistes ont commencé à interdire aux femmes libérales de manifester avec les hommes, rapporte [le blogueur Nasser Arrabyee](#). Au moins quatre militantes ont été frappées et huit hommes arrêtés par des extrémistes du parti islamiste d'opposition Al-Islah et les troupes séditionnaires de la première division blindée du général Ali Mohsen pour avoir manifester ensemble samedi devant l'université de Sanaa, ajoute-t-il. "Un dangereux précédent d'autant que les hommes et les femmes ont travaillé côte à côte depuis le début", regrette la blogueuse Woman from Yemen.

Ayant réussi à imposer peu à peu leur présence dans le mouvement de contestation qui a gagné le Yémen en février, les femmes ont voulu motiver

à nouveau leur détermination à être du combat pour le changement. "Traditionnellement, au Yémen, les femmes n'ont littéralement pas le droit de faire entendre leur voix (...). Mais désormais, dans les manifestations, cela est très bien accueilli (...) Tout le monde se rend compte que oui, nous avons une voix et le rôle des femmes dans ce soulèvement s'accroît de jour en jour alors que nous entrons dans une nouvelle ère de liberté pour tous", racontait le 30 mars la blogueuse yéménite Afrah Nasser dans [un post de blog](#).

Leur présence s'est imposée progressivement : d'une dizaine de femmes présentes place de la Libération au début des manifestations, leur nombre a été multiplié et désormais, quatre grandes tentes réservées aux femmes ont été installées sur la place, rapporte le quotidien [Yemen Times](#). Certaines ont en cela montré la voie, à l'instar de Farida Al-Yarimi, une mère de cinq enfants âgée de 47 ans, non sans choquer les hommes de cette société très conservatrice. "Les manifestantes viennent de tous les secteurs de la société yéménite - des femmes non voilées, comme moi, et d'autres qui sont plus conservatrices", précise Afrah Nasser.

Mais, la plupart des manifestantes ont plus de quarante ans car beaucoup de familles empêchent encore à leurs filles de manifester. Pour la jeune Afrah Nasser, manifester est donc un double combat. "On a le sentiment de se révolter contre nos parents également. C'est une double révolution, dans nos maisons autant que sur la place de la Libération", commente-t-elle.

Pour ces femmes, le combat doit se faire aux côtés de leurs "frères". Afrah Nasser partage ainsi dans [un autre post](#) le bonheur d'avoir participé à "la manifestation des hommes" le mercredi 13 avril à Sanaa. Près d'un million d'hommes et de femmes avaient manifesté séparément ce jour là.

"Je l'ai fait ! C'était un sentiment incroyable... Rien ne m'est arrivé, si ce n'est des regards de respect et d'attention de la part des manifestants hommes (...)"

Et Woman from Yemen de lui répondre : "Moi, je l'ai fait deux fois la semaine dernière et c'était super. On a un sentiment de pouvoir et tout le monde était très respectueux. Malheureusement, quand je me suis joint à un plus grand groupe de femmes qui voulait manifester avec eux, les hommes, ça s'est passé totalement différemment. Nous n'avons pas été 'autorisées' (...) C'est très regrettable que nous ayons désormais des manifestations de femmes et des manifestations d'hommes. Depuis le début de la révolution, nous avons manifesté côte à côte, frères et sœurs ensemble. Pourquoi ce changement ?"

Pour le yéménite Dia Sparkle (MelDenmark), "il est désormais impératif que les manifestations soient mixtes non seulement pour la signification que cela revêt mais aussi pour fonder des valeurs et des concepts neufs pour le nouveau Yémen dans lequel les femmes puissent rega-



agner les droits qu'elles ont perdus".

Le président Saleh a également bien compris l'intérêt de mobiliser ses soutiens féminins. Changeant de discours, il a affirmé dimanche devant un parterre de sympathisantes que les femmes avaient les mêmes droits et libertés que les hommes pour contribuer au développement de leur pays, rapporte [le blogueur Nasser Arrabyee](#).

(Photographies : Manifestations de femmes à Sanaa, au Yémen, le 17 avril 2011. Crédit : Ammar Awad, Reuters)

"IL FAUT SÉPARER LE POLITIQUE ET LE RELIGIEUX"

L'Humanité, vendredi 21 samedi 22 et dimanche 23 octobre 2011

L'appel de Faouzia Farida Charfi à l'union des forces de progrès a donné naissance au Pôle démocratique et moderniste.

Tunis (Tunisie), envoyée spéciale.

Elle a la voix douce et ferme de ceux qui ont livré bien des combats. Dans les années 1970, déjà, Faouzia Farida Charfi sillonnait les chemins de traverse de la dissidence. La jeune scientifique appartenait alors à un mouvement progressiste clandestin, Perspectives, qui contestait l'autocratie instituée par le père de l'indépendance, Habib Bourguiba, tout en partageant ses idéaux de modernité. Quarante ans plus tard, Faouzia Charfi aspire avec la même ferveur à une société où "les libertés individuelles et les droits fondamentaux" ne seraient pas de vains mots. Cette chercheuse en physique, qui n'appartient aujourd'hui à aucune formation politique, a payé cher ses engagements. En 2002, le pouvoir de Ben Ali l'a tout simplement "éjectée", comme elle dit, de l'université et du laboratoire de physique des semi-conducteurs, le premier d'Afrique du Nord, qu'elle avait fondé. "Je me suis sentie exclue de mon propre pays. Le 14 janvier, je suis redevenue une citoyenne à part entière", sourit cette femme élégante, au regard cerclé de lunettes prune. Au printemps, dans la confusion des lendemains de révolution,



elle a lancé, avec d'autres militants de la société civile, un appel à l'union des forces démocratiques et progressistes, en vue des élections. "Il fallait dépasser les divisions, se retrouver autour des valeurs de liberté, de progrès social, de défense des services publics, de séparation du politique et du religieux", expose-t-elle. Les ex-communistes d'Ettajdid furent les premiers à répondre positivement à l'appel. La démarche a ensuite séduit d'autres partis, des associations, des personnalités, des figures intellectuelles. Dépassant les espérances de Faouzia Charfi, la dynamique ainsi créée a donné naissance au Pôle démocratique et moderniste, une coalition de gauche qui a pris pour symbole une étoile blanche – Nedjma, en arabe. Cette alliance revendique "l'égalité entre hommes et femmes" comme un principe cardinal. Mais Faouzia Charfi ne se définit pourtant pas comme féministe. "Longtemps, je suis restée la seule femme de mon laboratoire. Je me suis battue avec les armes du savoir pour m'imposer dans un milieu masculin", relate-t-elle simplement.

À la veille des "premières élections libres depuis

l'indépendance", elle enrage de voir les médias étrangers faire l'événement sur "la montée des islamistes". "Les islamistes ne montent pas, ils sont simplement plus visibles. En réalité, nous les affrontons depuis les années 1970. À l'université, j'ai dû faire face, plus d'une fois, à des étudiants qui contestaient violemment, au nom de la religion, la théorie d'Einstein selon laquelle la lumière se propage à une vitesse finie", se remémore-t-elle. Faouzia Charfi ne croit pas à la fable de "l'islamisme modéré" et met en garde contre "le double discours" de partis religieux qui projettent, selon elle, de faire de la charia la source de la législation. "Ils veulent nous faire

revenir des siècles en arrière. Il ne faut pas leur laisser le champ libre", tranche celle qui témoigne dans le film controversé et courageux de Nadia El Fani, *Laïcité Inch' Allah!* Ce combat pour le progrès, contre toute tentation obscurantiste, Faouzia Charfi entend le livrer sans concession, quitte à prendre le risque de la marginalité. "Nous devons assumer le principe d'une séparation du politique et du religieux, même si cette idée est minoritaire", justifie-t-elle. C'est à cette condition, insiste-t-elle, que "le monde arabe peut devenir le creuset d'une nouvelle modernité».

Rosa Moussaoui

LES FEMMES DU PRINTEMPS ARABE : LEURS PRÉOCCUPATIONS SONT CELLES DE TOUT UN CHACUN

Natana J. Delong-Bas, Common Ground News Service (CGNews), 7 novembre 2011

<http://www.awid.org/fre/Library/>

[Les-femmes-du-Printemps-arabe-leurs-preoccupations-sont-celles-de-tout-un-chacun](#)

La capture et le meurtre de Mouammar Khadafi, les événements en cours pour mettre fin aux règnes oppressifs d'Ali Abdullah Saleh au Yémen et de Bashar el-Assad en Syrie, les premières élections libres en Tunisie montrent qu'une chose n'a pas changé dans le Printemps arabe : le changement lui-même. Le monde a en grande partie porté son attention sur les changements politiques survenus dans ces pays mais aussi sur ce que ces changements impliquent pour les femmes de la région.

Même en Arabie saoudite, où le changement de régime ne fait pas partie des revendications en faveur d'une réforme, le changement s'avère inévitable avec la mort du prince Sultan, héritier de la couronne, et les interrogations concernant la direction que le nouveau prince à venir choisira pour son pays.

Mon amie et collègue, l'anthropologue culturelle d'origine égyptienne Yasmine Moll et moi-même avons récemment discuté de notre frustration face à la manière dont sont délimitées les questions, car elle semble suggérer que la portée des changements est quelque peu différente pour les femmes que pour les hommes, que les femmes viennent au second plan dans l'événement principalement masculin et que les révolutions sont, par nature, une affaire d'hommes, dominées par les hommes, avec des femmes qui, au mieux, jouent un rôle de soutien.

S'intéresser plus particulièrement aux "droits des femmes" et aux "problèmes des femmes" laisse penser que les femmes représentent une catégorie sociale à part, sans lien avec les préoccupations nationales. Lorsque les problèmes sont définis comme ayant trait aux femmes seulement, beaucoup d'hommes en concluent qu'ils n'ont aucune raison de se montrer concernés et qu'ils n'ont rien à apporter ni à gagner.

Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. La réalité est que les "préoccupations des femmes" sont celles de tout un chacun. Les femmes ne constituent pas une minorité. Elles représentent la moitié de la population. A ce titre, les droits et responsabilités des femmes ne sont pas des questions mineures mais bien des questions d'ordre national. La manière dont les femmes sont traitées par l'Etat et la loi est une question de citoyenneté et non de condition féminine. S'assurer que les femmes sont considérées comme des citoyens à part entière requiert le soutien et l'activisme d'hommes publics.

L'analyse des différentes révolutions montre que les femmes ont joué un rôle important en tant que leaders et organisatrices ainsi qu'en tant que manifestantes et prestataires de support technique et logistique.

Les organisations non gouvernementales égyptiennes estiment que 40% des manifestants de la place Tahir étaient des femmes.

Au Yémen, les années durant lesquelles Tawakul Karman a réclamé pacifiquement la fin du régime de Saleh lui ont valu le prix Nobel de la paix en 2011.

En Libye, la révolution a été engagée par un groupe d'avocates.

Les femmes syriennes ont commencé à manifester contre Bachar el-Assad en organisant des sit-in sur les autoroutes.

Les Saoudiennes ont obtenu le droit de voter, de se présenter aux élections et de devenir membres à part entière du Conseil de la Choura en montrant leur valeur en tant que spécialistes, employées, étudiantes et activistes ainsi qu'en tant qu'épouses et mères.

Les exemples éloquentes des femmes du Printemps arabe ne devraient pas être considérés comme exceptionnels mais plutôt comme un moyen normal et acceptable, pour les femmes de toutes conditions, d'apparaître et de participer à la vie publique, de s'occuper de questions d'intérêt national. Laïques et militantes politiques islamistes, voilées et non voilées, conservatrices et libérales, femmes actives et femmes au foyer, toutes sont descendues dans la rue, montrant ainsi que les questions ne sont pas limitées à un seul groupe, à une seule idéologie ou un seul point de vue.

Limiter l'épanouissement des femmes et l'accès aux couloirs du pouvoir et aux décisions politiques ne prive pas seulement la nation des voix de la moitié de ses citoyens mais limite aussi la vision de chacun sur ce à quoi la nation devrait ressembler et sur la manière dont elle devrait fonctionner.

Si le Printemps arabe véhicule un message, c'est celui que le peuple, tant les femmes que les hommes, ne veut plus rester passif. Il y a des acteurs du changement qui connaissent leurs droits et n'ont pas peur de les réclamer, de lutter et même de mourir pour les obtenir. Nous espérons qu'avec l'arrivée de nouveaux gouvernements au pouvoir, ces acteurs resteront unis. Sans cela, les pays seront privés des voix et des personnes qui les ont créés.

Yasmin et moi-même espérons que les médias accorderont l'attention qui convient au puissant rôle que les femmes ont joué et continuent de jouer – pas seulement lors des révolutions mais aussi dans le cadre du difficile travail de construction de l'État qui les attend.

Il faut continuer de voir les femmes comme des acteurs du changement et des collaboratrices pour diriger le pays pour continuer de croire que les deux sont possibles et souhaitables.

*Natana J.Delong-Bas est rédactrice en chef de *The [Oxford] Encyclopedia of Islam and Women* (L'encyclopédie de l'Islam et des femmes [Presses universitaires d'Oxford]) et l'auteur de *Wahabbi Islam: From Revival and Reform to Global Jihad* (Wahabbisme musulman: du renouveau et de la réforme au Jihad global). Elle enseigne la théologie comparative au Boston College. Article écrit pour le Service de Presse de Common Ground (CGNews).

LE PRINTEMPS ARABE OUBLIE LES FEMMES

Armin Arefi, 26 septembre 2011

www.lepoint.fr/monde/le-printemps-arabe-oublie-les-femmes-26-09-2011-1377655_24.php

L'Arabie saoudite vient d'autoriser ses citoyennes à voter. Qu'en est-il dans les autres pays de la région ?

Le Printemps arabe souffle jusqu'en Arabie saoudite. Pour s'éviter un destin à la Ben Ali, le roi Abdallah II vient d'accomplir un geste historique. À 88 ans, le souverain a accordé aux Saoudiennes le droit de vote, de se présenter aux élections municipales, ainsi que de faire leur entrée au Majlis al-Choura, un conseil consultatif.

"C'est un geste important et historique dans un



Malgré la chute des dictateurs, rien n'indique que les droits des femmes du printemps arabe seront respectés. © Epa / Maxppp

royaume où les femmes étaient jusqu'à récemment dépourvues de carte d'identité", explique Azadeh Kian, professeur en sociologie à l'univer-

sité Paris VII Diderot. *"Mais il est d'autant plus symbolique que les Saoudiennes devront attendre encore quatre ans avant de pouvoir voter."* Curieux hasard (ou pas) du calendrier électoral, les prochaines élections municipales, les seules où les citoyens du royaume peuvent voter, ont lieu... jeudi prochain. Beaucoup trop tôt sans doute pour que la loi soit promulguée.

Manifester sous la burqa

Les Saoudiennes n'ont pas attendu le Printemps arabe pour défendre leurs droits. Leur lutte a démarré dès 1991. À la suite de l'invasion de l'armée irakienne, le royaume wahhabite, l'un des pays les plus fermés au monde, réclame l'aide des soldats américains. Cette fenêtre inespérée est l'occasion pour les Saoudiennes de sensibiliser le monde entier à leur piètre condition, elles qui n'ont même pas le droit de conduire, de travailler ou encore de sortir de chez elles sans l'autorisation écrite de leur mari. Mais les autorités du pays sont sans pitié et les frondeuses sont licenciées sur le champ.

Qu'à cela ne tienne. Sous l'essor d'une génération riche et instruite, le mouvement prend de l'ampleur et commence à observer d'un oeil envieus ses voisins. En 2005, lorsque les Koweïtiennes obtiennent le droit de vote, leurs soeurs saoudiennes sont les dernières femmes de la région à se voir refuser le chemin des urnes. En 2011, en plein coeur du Printemps arabe, c'est sous la burqa que les femmes yéménites, pourtant bien moins instruites et aisées, osent défier le président Saleh. À défaut de pouvoir manifester à Riyad, Manal al-Chérif, jeune militante saoudienne, se filme au volant de sa voiture, un crime chez les Saoudiens, avant de poster la vidéo sur Youtube. Laquelle fait un tabac. La jeune femme est emprisonnée pendant dix jours. Trop tard, elle est déjà devenue l'icône du mouvement féministe saoudien.

Le printemps arabe à la peine

"Dans l'ensemble de la région, note Azadeh Kian, les femmes ont obtenu des avancées notables en matière de droits politiques. Mais il reste toujours des inégalités flagrantes en droit familial." Exemple par excellence, les Iraniennes qui, si elles ont obtenu le droit de vote dès 1963, sont reléguées sous la République islamique au second rang en termes d'héritage familial ou de garde parentale. Il en va de même pour la majorité des pays du Moyen-Orient, du Pakistan jusqu'en Algérie.

Alors le Printemps arabe, dont les slogans sociaux et démocratiques ont tout d'abord secoué le Maghreb, ont-ils contribué à changer la condition des femmes musulmanes ? *"La révolution égyptienne a gâché trop d'opportunités d'améliorer le statut des femmes, qui est reparti de zéro"*, constate Gauri Van Gulik, experte en droit des femmes pour l'ONG [Human Rights Watch](#). Ainsi, la nouvelle Constitution égyptienne ne comprend aucun article relatif à l'égalité homme-femme, et n'octroie à ces dernières qu'un accès limité aux listes électorales. Leur statut est à peine plus enviable en Libye, où le gouvernement provisoire, le Conseil national de transition, ne compte dans ses rangs qu'une seule femme. *"Seule la Tunisie a enregistré des progrès, en ratifiant des lois sur la parité de la [Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes \(CEDAW\)](#)"*, indique Gauri Van Gulik.

Adopté en 1979 par l'ONU, ce traité vise à lutter contre les discriminations et à assurer la parité entre les deux sexes, notamment en matière d'enseignement et d'éducation. Chaque année, chacun de ses 187 pays membres est tenu de rendre un rapport sur les mesures qu'il a prises en matière de droit des femmes, et se voit proposer à l'issue de celui-ci une aide juridique. Non punitive, la Convention peut en revanche prêter main forte à celles qui souhaitent porter plainte contre leur pays d'origine. Parmi les membres de l'ONU, l'Iran, le Vatican, le Soudan ou la Somalie n'ont pas signé le traité. Les États-Unis y ont souscrit en 1980, mais ne l'ont toujours pas ratifié.

LES FEMMES DU PRINTEMPS ARABE : DE LA MANIFESTATION DE RUE AU PARLEMENT ?

Natana J. DeLong-Bas, Common Ground News Service (CGNews), 14 juin 2011

www.infosud.org/spip.php?article9711



20 juin 11 - Qu'y a-t-il de commun entre Asmaa Mahfouz, Munira Fakhro et Tawakul Karman ? Ce sont des femmes solides, compétentes — démenti vivant à l'image, popularisée en Occident, de la femme musulmane opprimée, réprimée, effacée derrière son tchador noir ou sa burqa bleue, désespérant d'attendre une libération venue de l'Occident.

◀ Des femmes participent à une manifestation contre le terrorisme et pour des réformes au Maroc, le 8 mai 2011 à Marrakech © DR

Boston, Natana J. DeLong-Bas/Common Ground (CGNews) - Pour ces femmes, le problème principal n'est pas de réfuter ces stéréotypes occidentaux, mais de revendiquer leur place dans le printemps arabe, non seulement pendant les périodes révolutionnaires et de transition, mais, surtout, dans les nouveaux systèmes qui en sont issus.

En Égypte, Aasma Mahfouz est désormais connue comme "chef de la révolution" — depuis qu'elle a mis en ligne une vidéo invitant les jeunes à venir manifester en masse, contribuant par là à déclencher la révolution qui a contraint à la démission le président Hosni Moubarak.

À Bahreïn, la militante Munira Fakhro a joué un rôle déterminant comme organisatrice et porte-parole des manifestations de la place de la Perle en réclamant une réforme du gouvernement et en lançant un mouvement qui n'est "sunnite", ni "chiite" mais "bahreïni".

Au Yémen, Tawakul Karman, militante des droits de l'homme et journaliste, a manifesté de façon non violente devant l'Université de Sanaa tous les mardis depuis mai 2007, réclamant la démission du président Ali Abdallah Saleh.

Aucune de ces trois femmes n'attend que quiconque vienne à son secours. Elles sont les actrices de leur propre libération, des leaders d'opinion qui proposent une vision, une stratégie, une compétence technologique, des réseaux,

une logistique, de la détermination, du courage et tout simplement la force du nombre.

En contradiction totale avec l'image des femmes arabes n'ayant autre chose à faire que de s'occuper de leur foyer, ces femmes-là montent les piquets de grève devant les grandes surfaces, montent des sit-in avec leurs enfants, organisent des manifestations, des réseaux les reliant les unes aux autres, animent des ateliers pour enseigner des tactiques non-violentes, abattent les barrières de sécurité, franchissent des postes de contrôle pour aller parler aux gens de l'autre côté.

Ces femmes-là ne font pas que planter la tente et servir le thé, elles travaillent aussi comme médecins, comme infirmières, soignant les blessés dans les manifestations réprimées par la police et par l'armée. Et tout au long de ces derniers mois, elles ont été tabassées, gazées au lacrymogène, elles se sont fait tirer dessus, arrêter, torturer, enlever et tuer par des forces gouvernementales.

Leurs problèmes ne sont pas simplement des "problèmes de femmes" mais les problèmes de tout un pays. Aux côtés des hommes, elles œuvrent avec eux pour agrandir leur marge de liberté, pour avoir une voix dans le gouvernement, pour mettre fin à la corruption, pour le droit au travail, pour une meilleure éducation et une vie meilleure, non seulement pour elles-mêmes, mais pour tous.

Devant le printemps arabe d'aujourd'hui, souvenons-nous des leçons de l'Algérie et du Koweït. Bien que de nombreuses femmes courageuses aient mis en jeu leur sécurité et donné leur vie dans la lutte pour l'indépendance, sitôt le conflit terminé et l'indépendance déclarée, elles ont été remerciées — et renvoyées à la maison pour laisser aux hommes le "vrai travail". Les entités dominantes ont peut-être changé, mais l'ordre patriarcal est resté intact.

Et l'histoire se répète, comme on le voit déjà en Egypte, où a été installé le "Conseil des Hommes Sages" destiné à conseiller le gouvernement de transition, et où les femmes ne peuvent se faire entendre directement. Au Caire, des manifestations pour la Journée internationale de la femme, en Tunisie des appels à la protection des droits des femmes dans le Code du statut personnel ont été interrompus par des hommes qui leur disaient de "rentrer à la maison, à leur place".

Si l'Occident, veut véritablement soutenir une démocratie authentique dans le monde arabe, notre devoir est d'assurer que les femmes n'y soient pas tenues à l'écart des intérêts fonda-

mentaux de la société. Et nous devons tous reconnaître les rôles très variés que jouent les femmes dans la société arabe, bien au-delà de ceux, si vantés, d'épouse et de mère. Les responsables politiques occidentaux et arabes doivent s'assurer que des femmes sont présentes dans les gouvernements, dans les instances dirigeantes et dans la vie publique, non seulement comme femmes-prétexte mais comme égales.

Tout comme leurs sœurs en Jordanie, au Bengladesh, en Turquie, en Indonésie et partout où elles ont été premiers ministres, présidents, membres du cabinet, les femmes du printemps arabe doivent avoir leur place de responsables publiques, de dirigeantes, et de participantes à la constructions des nouveaux régimes issus de la réforme.

La présence ou l'exclusion des femmes des allées du pouvoir et des centres de décision, voilà le test d'une démocratie authentique. Les femmes ont déjà prouvé qu'elles veulent créer le changement et travailler à la réforme en recourant à des tactiques de non-violence, fusse au péril de leur vie.

Allons-nous enfin les prendre au sérieux ?

**INTERVIEW DE AMAL ABDEL HADI,
NEW WOMAN FOUNDATION, EGYPTE :
"PRÉCIPITER LE PROCESSUS DE TRANSITION EN ÉGYPTTE
POURRAIT NUIRE AUX FEMMES"**

FIDH, 9 mars 2011

www.fidh.org/Interview-de-Amal-Abdel-Hadi-New-Woman-Foundation

Interview de Amal Abdel Hadi, membre fondatrice de la New Woman Foundation en Égypte, son organisation coordonne la Coalition Égalité sans réserves, réalisée le 3 mars 2011.

De quelle manière les femmes étaient-elles impliquées dans les manifestations en Égypte ?

Les femmes étaient impliquées dans tous les aspects de cette révolution : dans les confrontations avec les forces de sécurité, la mobilisation, l'écriture des slogans, les cris, elles dormaient dans les tentes sur la place Tahrir... Certaines femmes sont restées tout au long des 18 jours de manifestations. [...]

Y avait il des slogans ou des demandes spécifiques concernant des droits des femmes durant les manifestations ?

Non, il n'y avait rien de spécifique. Tout le monde était rassemblé autour de la même cause : la fin du régime, le renversement de Moubarak et la mise en place d'un gouvernement civil. Ceci est important. Si quelqu'un lançait un slogan à connotation trop politique ou trop religieuse, tout



le monde se remettaient à scander des slogans sur lesquels nous étions tous d'accord.

Parle-t-on des femmes et de leur implication dans les luttes, de leurs revendications spécifiques dans les médias ?

Les médias montraient des femmes présentes dans les manifestations,

mais interviewaient plus souvent des hommes que des femmes. La plupart des personnes invitées aux débats télévisés étaient des hommes.

Comment les femmes sont-elles impliquées dans la transition politique ?

Les femmes sont ignorées ! Par exemple, la Commission constitutionnelle créé pour réviser certains articles de la Constitution, ne compte aucune femme parmi ses membres.

Mais nous sommes mobilisées. Plusieurs associations, dont la New Woman Foundation, ont

publié un communiqué dénonçant l'absence de femmes dans cette Commission. Une coalition d'une dizaine d'organisations de défense des droits des femmes a été constituée. Elle souligne que les femmes doivent être représentées dans tous les aspects du processus de transition et dans toutes les instances actuellement mises en place.

Un appel a été lancé sur Facebook pour une manifestation d'un million de femmes et d'hommes le 8 mars, à l'occasion de la Journée Internationale des femmes. D'autres associations de femmes, plus récentes, ont le sentiment d'être écartées du processus. Nous travaillons avec elles et espérons qu'elles se serviront de cet événement pour faire entendre leur voix.

Quelles sont vos principales revendications pour ce gouvernement de transition ?

Un nouveau gouvernement ! Un gouvernement démocratique, indépendant et vraiment intègre. Pas le gouvernement actuel, ce gouvernement « patchwork ». Nous demandons l'établissement immédiat d'un comité présidentiel civil. Ce comité doit former un gouvernement civil et un comité constitutionnel qui aura la responsabilité d'écrire une nouvelle constitution. Nous avons besoin d'une nouvelle constitution !

Le comité constitutionnel doit être composé de personnes de milieux variés. Les femmes et les jeunes doivent y être représentés. Ils ont été la force de cette révolution.

Nous demandons une représentation égale et équitable des femmes et des jeunes dans tous les instances représentatives, des comités et conseils locaux au parlement national. Nous revendiquons la liberté d'expression, en commençant par la liberté de créer des partis politiques, des syndicats indépendants, des ONG et des organisations de la société civile. Nous exigeons que tous ceux qui ont été impliqués dans la répression et le massacre des manifestants soient jugés. Nous voulons que les responsables de tous les crimes commis pendant les 18 premiers jours de la révolution soient jugés. Nous voulons un procès transparent pour tous ceux qui ont été impliqués dans la corruption en Égypte. Nous voulons que tous les symboles du régime, – et il ne s'agit pas uniquement de Moubarak ou de ses proches –, et tous ceux qui ont été impliqués dans la corruption soient jugés.

Nous demandons que tous les avoires de Moubarak et de tous les autres symboles du régime soient gelés. Nous insistons auprès du gouvernement qu'ils agissent à cet égard.

Nous demandons la libération de tous les manifestants qui ont été arrêtés arbitrairement. La police militaire doit cesser les arrestations qui ont toujours cours aujourd'hui.

Nous demandons que tous ceux qui se sont rendus responsables d'avoir coupé les communi-

cations internet, téléphoniques et médiatiques soient jugés. Nous demandons, en particulier, que la télévision égyptienne qui a tenté de déformer et de dissimuler des informations auprès du peuple Égyptien, soit tenue responsable.

Le conseil militaire actuellement à la tête du pays demande que des élections présidentielles et parlementaires et qu'une modification de la constitution aient lieu dans les 6 mois. C'est un vrai problème, nous craignons en effet que dans ce cas de figure, ceux qui organiseront les élections et réformeront la constitution, soit issus des partis existants : le Parti démocratique national et les Frères Musulmans. Ce n'est pas ce que nous souhaitons. Nous voulons des changements à long terme.

Nous voulons une réflexion en profondeur sur la nouvelle constitution et sur ce que nous voulons pour une Égypte nouvelle, et ceci va prendre du temps. Ce n'est pas une étape qu'il faut précipiter. La législation actuelle ne permet même pas de former de nouveaux partis politiques. Nous ne voulons d'un gouvernement qui soit le prolongement du précédent régime.

Que représentent, selon vous, les développements récents pour les droits des femmes ?

Quels sont vos espoirs et vos craintes ?

J'espère que nous pourrions saisir cette opportunité pour que la situation des femmes en Égypte s'améliore de manière générale. Je pense que nous pourrions vraiment obtenir un gouvernement civil et une démocratie parlementaire.

Si nous nous dirigeons vers un plus grand respect de la liberté d'association, y compris pour les syndicats professionnels et ouvriers et les ONG, alors les femmes devraient pouvoir participer plus efficacement à tous les domaines de la vie publique. Cela leur donnera l'opportunité de partager leurs perspectives en termes de santé, d'économie, d'environnement, de conditions de travail... Nous avons le sentiment que cette nouvelle atmosphère nous ouvrira des nouvelles opportunités pour revendiquer nos droits.

Les discours qui prétendaient que la voix des femmes ne méritait pas d'être entendue ont été brisés pendant cette révolution ! Parce que les femmes étaient là, avec leur voix magnifique, hurlant contre le régime. Les femmes étaient là, elle dormaient par terre dans la rue, et ceci était accepté de tous.

Néanmoins, je pense que le désir d'accélérer le processus et de précipiter les choses risque de nuire aux femmes. Un risque demeure en effet, de nous retrouver avec des partis politiques ou des parlementaires qui ne sont pas concernés par les droits des femmes ou pire, qui s'y opposent. C'est pour cela que nous avons besoin de temps. [...]

Propos recueillis par Shawna Carroll – FIDH

LE PRINTEMPS ARABE EST-IL FÉMINISTE ?

Anna Spillmann, 10 juin 2011

www.gauchebdo.ch/?Le-printemps-arabe-est-il

Mobilisées, les femmes arabes ont tout à gagner des révolutions en cours, estime la sociologue Elham Manea.

Elham Manea enseigne la sociologie à Zurich, son domaine est le monde arabe. Fille d'un père yéménite et d'une mère égyptienne, elle a passé son enfance au Caire et pour une grande partie dans des pays du Maghreb, son père étant diplomate. Ses contributions journalistiques aux médias de langue allemande et arabe semblent au moins aussi importantes que son activité d'enseignement. Dans des livres et des articles, elle exprime le vœu que les Etats de « tradition islamique » cessent d'imposer l'islam aux citoyens et deviennent respectueux des droits humains. Observant avec enthousiasme le printemps arabe, elle expose ses espoirs et appréhensions. Trudie Joras, animatrice de la CFD*, l'a interrogée sur l'implication des femmes dans les mouvements de contestation en Tunisie, Egypte, Libye et récemment au Yémen. Voici en bref cette interview publiée dans la newsletter de la CFD du mois de mai dernier.

Elham Manea relève que les jeunes de moins de vingt-quatre ans constituent 60% de la population des pays arabes. Les jeunes adultes se trouvent confrontés au chômage, sont privés de libertés et découvrent que les élites politiques qui gouvernent sont incapables de leur offrir des conditions d'une vie décente et l'espoir de fonder une famille. Selon Elham Manea, c'est parce que le pays est relativement petit, la classe moyenne large et bien formée et le mouvement de femmes fort que la révolte individuelle est devenue collective en Tunisie d'abord. Les réformes du droit de famille entreprises par Habib Bourguiba avaient fait évoluer les mentalités, surtout dans les régions urbaines, et le système d'éducation, influencé par certains modèles français, valorise l'esprit critique des élèves.

« La révolution est aussi à nous ! »

Elham Manea est convaincue que c'est l'issue de la contestation en Égypte, cœur de monde arabe, qui sera déterminante pour l'évolution dans d'autres États de la région. Parmi les jeunes manifestants des tout premiers jours qui ont bravé les interdictions, les filles étaient presque aussi nombreuses que les garçons. Le 8 mars, elles ont défilé en masse en criant « La révolution est aussi à nous ». Leurs revendications ne sont pas, pour l'instant, spécifiquement féminines. Elles veulent être actrices des changements en cours et essayent de les influencer, ce qu'elles ont réussi par rapport à quelques points du projet constitutionnel. Comme les militantes des luttres anticolonialistes, elles ne renonceront

pas à faire valoir leurs prétentions « Maintenant - pas seulement après ! » Leurs victoires n'ont cependant pas empêché que les questions féminines fussent le plus souvent oubliées. Elham Manea ne minimise pas l'action des groupes intégristes : des salafistes les guettent et les ont attaquées lors de la manifestation du 8 mars. Mais elle reste confiante : la société civile demeure vigilante et les Égyptiennes ne seront pas les perdantes de la révolution.

Des fiançailles rompues au Yémen

Au Yémen, où la chercheuse a vécu plusieurs années et où se trouve encore actuellement une partie de sa famille, les dispositions du droit de famille, très répressif pour les femmes, font que la moindre lueur de changement est bienvenue. Le mariage est basé sur un contrat de droit privé entre le père de la jeune fille et le « fiancé », qui fait de l'épouse une propriété du mari. Le mois de février dernier encore, les militantes qui participaient à des manifestations se comptaient sur les dix doigts de la main, mais en avril elles étaient des milliers. Certaines d'entre elles ont bravé l'interdiction faite par le fiancé de descendre dans la rue et des fiançailles ont été rompues. Irrité par leur participation, le président avait pensé à discréditer ces femmes en les accusant d'« irrespect de l'islam ». Elles ont alors organisé une manifestation, qui l'a obligé de nuancer ses propos. Malgré l'importance de la mobilisation féminine au Yémen, Elham Manea n'est pas optimiste pour ce pays, dont la structure tribale engendre des risques de guerre civile, comme d'ailleurs aussi en Libye. Leurs militantes féministes auraient besoin de soutien pour enrayer la défection de femmes enclines à se placer plutôt du côté du clan.

D'autres nouvelles encourageantes nous parviennent du Maghreb : les Tunisiennes ont obtenu que les listes électorales présentent un nombre paritaire d'hommes et de femmes. Au Maroc, des groupes de femmes avec la Ligue Démocratique pour les droits de la femme ont élaboré et rendu publique une liste de revendications féminines et quelque chose de semblable se passe en Algérie. Le « printemps arabe fait avancer la cause des femmes dans la région et pourrait devenir stimulant pour les féministes des pays occidentaux.

* CFD est une ONG féministe suisse, qui s'engage pour la paix et la prévention des violences. Elle coopère avec des groupes dans les pays du tiers-monde qui travaillent sur ces objectifs, et maintient actuellement une antenne au Maroc et en Bosnie. En Suisse, la CFD intervient en faveur des femmes également sur des questions migratoires. Plus d'infos sur www.cfd-ch.org

LA RÉVOLUTION SERA FÉMINISTE OU NE SERA PAS !

Inprecor N° 573-574, mai-juin 2011

Manifeste féministe rédigé sur la place Puerta del Sol à Madrid, puis repris dans les autres villes.

Les féministes de la Puerta del Sol et de la Plaza Catalunya ont élaboré un Manifeste qui explique leur motivation à participer et à soutenir le Mouvement du 15 Mai :

Manifeste féministe

Nous sommes sur la place parce que :

► Nous voulons une société dans laquelle on place les gens au centre de tout et non les marchés. C'est pour cela que, face aux réductions des budgets sociaux, aux réformes de la loi du travail et des pensions, nous demandons au contraire la gratuité des services publics vitaux tels que l'enseignement, l'accueil de la petite enfance, pour les personnes dépendantes.

► Nous voulons que tous et toutes s'engagent pour construire une société où il n'y aura pas de place pour les violences machistes dans toutes ses expressions : économiques, esthétiques, dans les relations de travail, physiques, psychologiques, sexuelles, institutionnelles, religieuses, sous forme d'exploitation du travail et sexuelle, etc.

► Nous voulons décider librement de nos propres corps, en jouir et en disposer comme nous l'entendons.

► Nous voulons l'avortement libre et gratuit et une éducation affective et sexuelle.

► Nous voulons une société plurielle où l'on respecte les multiples façons de vivre son sexe et sa sexualité (lesbiennes, gays, intersexes, bisexuel-le-s, transsexuel-le-s, transgenres...) et qu'on reconnaisse le droit à la sexualité dans toutes les étapes de la vie. Nous exigeons la dépathologisation des identités transgenres. [...]

► Pour qu'il y ait un changement réel dans la société, il faut prendre les décisions par consensus et que les femmes participent de manière décisive.

► Il est vital de partir d'une perspective féministe dans la transformation du modèle économique et social pour qu'il soit au service des gens et de la planète, dans les services publics, dans la création d'un autre modèle de ville et de gestion du territoire, dans les politiques environnementales et agro-alimentaires.

► Il est nécessaire que les femmes participent à ces processus de transformation sociale, politique et économique et aux décisions qui se prennent pour y parvenir. Et aussi à l'élaboration, l'exécution et l'évaluation de ces politiques.

► Les questions qui touchent les femmes affectent toute la société et nous voulons qu'elles soient au cœur de l'agenda politique, économique et social.

► Nous exigeons que les travailleuses domestiques soient intégrées dans le régime général de la sécurité sociale et qu'elles aient droit à la né-

gociation collective.

► Nous exigeons que l'on comptabilise le travail domestique comme faisant partie de la richesse des pays.

► Nous exigeons la reconnaissance des tâches de soin aux personnes, du travail au foyer, des soins à la vie et à leur socialisation complète, ainsi que le droit de décider librement si nous voulons ou non accomplir ces tâches, le droit de recevoir des soins convenables et le droit de prendre soin de nous-mêmes.

► Nous exigeons la répartition du travail et des richesses. Travailler moins pour travailler tous et toutes. Des conditions de travail et professionnelles dignes. La répartition égalitaire du travail productif et reproductif, un salaire et une reconnaissance égaux pour le travail des femmes et des hommes. Et que la richesse soit mise au service des classes populaires. [...]

► Nous exigeons des papiers pour tous et toutes pour que les femmes migrantes jouissent de leurs droits. Nous exigeons que l'on reconnaisse la citoyenneté des personnes sans conditions légales ni normatives, l'abrogation de la loi sur les étrangers et la fermeture des centres d'internement pour étrangers.

► Nous exigeons l'utilisation d'un langage non-sexiste qui nomme toutes les personnes et qui soit débarrassé de l'homophobie, du machisme, du classisme et du racisme.

► Nous revendiquons que l'on valorise et reconnaisse les savoirs et les connaissances des femmes et leur fonction primordiale dans la transmission de la culture.

► Nous voulons une société où tous les types de familles et de groupes de vie communautaire puissent exister. [...]

► Nous sommes contre les guerres, nous rejetons l'utilisation du corps des femmes comme arme de guerre et nous croyons qu'aucune intervention militaire ne peut garantir la paix. Non à la militarisation des sociétés, à la production et au commerce des armes. Nous invitons pour cela à faire de l'objection fiscale.

► Nous revendiquons la solidarité transnationale féministe comme instrument pour changer le monde. Dans toutes les places il y a des féministes indignées, nous souscrivons à leurs revendications et leur apportons tout notre soutien.

Il n'y a pas de révolution sans les femmes !

La révolution sera féministe, écologiste, républicaine, laïque et pas celle du capital ! ■

**CASA HAY MOHAMADI,
MAROC,
LE 2 OCTOBRE 2011**
Photos Souad Guennoun



"Casa [pour Casablanca] Hay Mohamadi, ce dimanche 2 octobre 2011, à l'appel du M20F [Mouvement du 20 février] nous sommes des dizaines de milliers, une marée humaine à défilé, défilier le pouvoir dans ce quartier populaire historique aux mains des mafias immobilières et des élus corrompus. Pour soutenir et poursuivre les révolutions de Syrie à Libye, Pour des équipements sociaux, des maisons de jeunes, dehors Lydec, contre le TGV à 20 milliards de dirhams, liberté pour notre rappeur Moad Haked, nous ne voterons pas, fin du despotisme, dehors le gouvernement de voleurs, fin de la sacralité... La lutte continue encore et encore" Souad Guennoun

Ce dossier "*Femmes en luttés pour leurs droits dans les pays arabes : un cheminement lent mais irréversible*" a été réalisé à l'initiative de Maroc Solidarités citoyennes et du Centre d'information Inter-Peuples.

Sans être exhaustif, il se propose de mettre en lumière l'implication importante des femmes du Printemps arabe dans les transformations sociales et politiques en cours dans le monde arabe.

Maroc Solidarités Citoyennes

c/o CIIP, Maison des Associations
6 rue Berthe de Boissieux
38000 Grenoble
Tél /fax : 04 76 49 90 22
Courriel : marie.geney@free.fr

**Centre d'Information
Inter-Peuples**

Maison des Associations 6, rue Berthe
de Boissieux - 38000 Grenoble
Tél./Fax : 04.76.87.59.79 /
ciip@wanadoo.fr / www.ciip.fr